



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique

N° 139 – 2<sup>ème</sup> trimestre 2009

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

---

---

# *Synthèse*

---

## 1 - Conjoncture internationale et nationale du 2<sup>e</sup> trimestre 2009

### Atténuation de la récession sur l'ensemble des régions du monde

Les indicateurs mondiaux tendent à montrer une décélération de la récession au cours du second trimestre 2009, grâce notamment aux importantes mesures de relance prises au niveau mondial et à l'amélioration des conditions de financement de l'économie. Si les signes d'embellie sont perceptibles sur tous les continents, des incertitudes persistent sur les conditions d'une reprise durable.

Parallèlement, les tensions inflationnistes mondiales, enregistrées à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2009, ont diminué rapidement en raison de la faiblesse de l'économie mondiale, de l'augmentation des capacités inutilisées de production et d'effets de base négatifs provenant des hausses de prix des matières premières intervenues l'année dernière.

\* \* \*

Les **Etats-Unis** ont enregistré leur quatrième trimestre consécutif de baisse de leur activité, mais cette fois l'ampleur a été nettement moindre : les premières estimations chiffrent une contraction de l'économie américaine de 1 % au deuxième trimestre 2009 après une baisse de 6,4 % au premier trimestre en rythme annualisé<sup>1</sup>. L'atténuation de la récession provient de la contribution positive du commerce extérieur<sup>2</sup> et de la dépense publique qui a été particulièrement vigoureuse ce trimestre (+5,6 %). Toutefois, les investissements se sont à nouveau repliés et la consommation des ménages, à la différence du premier trimestre, s'est à nouveau contractée, malgré les importantes mesures de soutien à la consommation d'automobiles, pénalisant la croissance de 0,9 point. Sur le marché du travail, les destructions d'emplois se sont poursuivies mais à des rythmes deux fois inférieurs à ceux observés durant la période de novembre à avril<sup>3</sup>. Pour autant, le taux de chômage a continué de croître et s'est établi à 9,5 % en juillet. Le niveau général des prix s'est replié encore plus fortement qu'au premier trimestre (-1,4 % en juin), principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie (-25,5 %). Cependant, hors prix alimentaires et énergie, le taux d'inflation était de 1,7 % en juin. Les taux d'intérêt directeurs sont restés inchangés dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Le **Japon** est sorti de la récession avec une croissance positive au second trimestre 2009 à 0,9 % en rythme trimestriel, après quatre trimestres consécutifs de baisse (-3,1 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009). L'archipel a bénéficié des effets du plan de relance du gouvernement sur la demande interne, par le biais notamment d'aides à l'achat de véhicules propres, permettant une légère reprise de la consommation des ménages (0,8 %), mais surtout en raison de la forte hausse de l'investissement public (+8,1 %) qui est venue atténuer les effets de la chute de l'investissement des entreprises. En outre, les exportations japonaises ont de nouveau augmenté (+6,3 %, après -22,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre) sous l'effet de la reprise de la croissance chinoise et des plans de relance d'autres pays, bénéficiant en particulier au secteur de l'électronique grand public. L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de l'IPC de -1,8 % en juin, après -0,3 % en mars). Cependant, le nombre de chômeurs a bondi de plus de 30 % sur un an et le taux de chômage a atteint 5,2 % en mai. Dans ce contexte, la Banque du Japon a laissé inchangé son taux objectif autour de 0,1 %.

Le **Royaume-Uni**, à l'instar des Etats-Unis, a affiché une baisse de son PIB pour le quatrième trimestre consécutif mais à un rythme beaucoup plus lent (-0,8 %, après -2,4 % au premier trimestre<sup>4</sup>). L'inflation a continué de ralentir et passe en dessous de la barre des 2 % (1,8 % en juin). La Banque d'Angleterre a maintenu son taux directeur à 0,5 % et a procédé à l'achat d'actifs pour un montant de 125 milliards de livres sterling.

La **zone euro** a continué à connaître un rythme de croissance négatif mais l'ampleur de ce dernier s'est nettement atténuée au cours du second trimestre 2009, avec un repli de seulement 0,1 % (après -2,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009). Cette décélération est due aux performances satisfaisantes des deux économies principales de la zone euro, l'Allemagne et la France, qui ont toutes deux affiché une croissance de +0,3 % en rythme trimestriel. Les taux annuels d'inflation ont diminué en juin et juillet (respectivement de -0,1 et -0,7 %), principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires ; mais, si l'on exclut ces éléments volatils, les rythmes d'inflation demeurent orientés à la hausse (1,2 % sur un an en juillet). Sur le marché du travail, le taux de chômage des pays de la zone a continué de croître (il atteint 9,4 % de la population active en juin 2009, contre 7,5 % un an auparavant). Enfin, la BCE a laissé inchangé ses taux directeurs, le taux de l'opération principale de refinancement restant fixé à 1 %, son niveau depuis le 7 mai 2009.

La croissance du PIB trimestriel de la **France** redevient positive au second trimestre 2009 (+0,3 %) après quatre trimestres consécutifs de baisse. Ce résultat satisfaisant, inattendu après un premier trimestre en repli de 1,3 %, résulte de la conjonction de deux facteurs : d'une part, la consommation des ménages a continué de se maintenir à un rythme positif et s'est même légèrement accélérée, sous l'effet notamment de la désinflation et des primes à la casse, et, d'autre part, le solde extérieur a contribué fortement à la croissance (+0,9 point) grâce au retour à la hausse des exportations (1 % après -7,1 % au 1<sup>er</sup> trimestre) et à un nouveau repli des importations. Le redressement de l'industrie manufacturière, et notamment le secteur automobile<sup>5</sup>, a permis un rebond de la production de biens et services.

<sup>1</sup> Soit en rythme trimestriel un recul de 0,3 % au second trimestre, après -1,6 % au premier trimestre 2009.

<sup>2</sup> Cependant, la contribution des échanges est positive à cause de la chute des imports, et d'une moindre baisse des exports par rapport aux trimestres précédents.

<sup>3</sup> Les pertes d'emplois étaient de -331 000 emplois en moyenne par mois de mai à juillet contre -645 000 par mois pour la période novembre à avril.

<sup>4</sup> Chiffre révisé par rapport à la précédente estimation d'une contraction de 1,9 %.

<sup>5</sup> Le secteur automobile français a au cours du 2<sup>nd</sup> trimestre bénéficié des mesures des plans de relance français mais également allemands (primes à la casse), contribuant ainsi au redressement de la production industrielle et des exportations.

L'investissement des entreprises a continué d'être en repli (-1 %) mais dans une moindre mesure qu'au premier trimestre (-2,6 %) et les variations de stocks ont continué d'impacter négativement la croissance (pour -0,6 point). Cependant la hausse du chômage, qui s'est confirmée au second trimestre (avec un taux de chômage de 9,4 % en juin), devrait peser sur l'activité. S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation en glissement annuel a été négative pour les mois de mai à juillet (-0,7 % en juillet) en raison des baisses des prix des produits frais et surtout des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente a évolué à la hausse (+2,2 % en juillet après 1,6 % en avril), du fait notamment de l'augmentation saisonnière du prix des services, la baisse du taux de TVA dans les cafés/restaurants n'ayant eu qu'une faible répercussion à la baisse sur les prix.

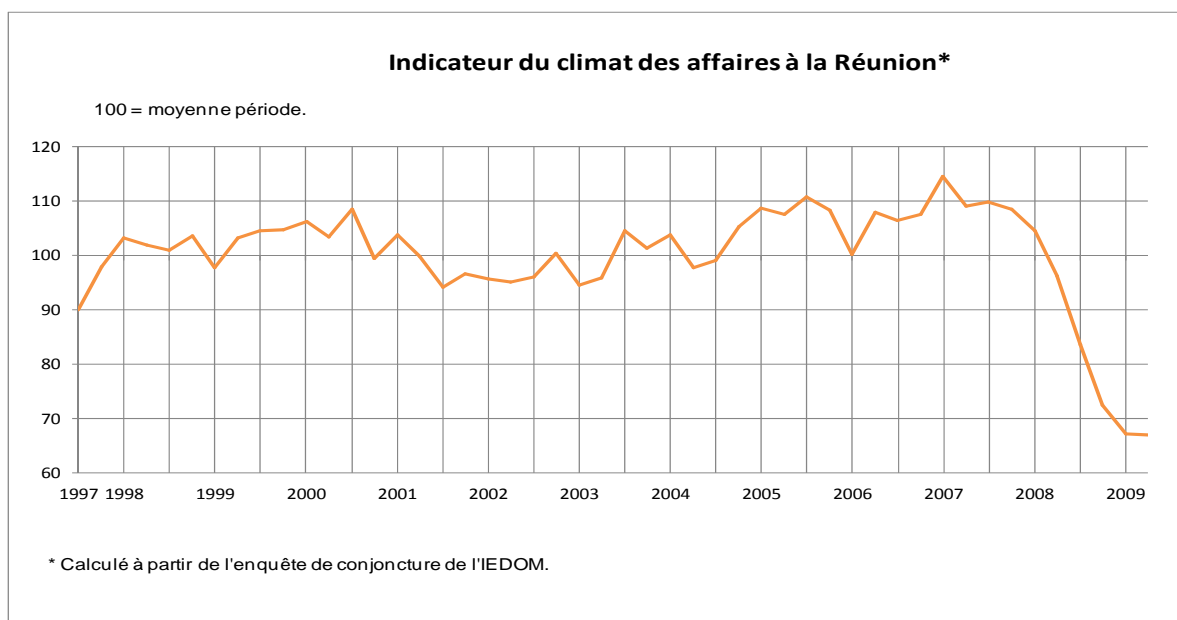
Enfin, la croissance économique dans les **économies émergentes** a évolué de façon disparate. Dans les principaux pays d'Amérique latine, la contraction de l'activité s'est poursuivie mais à des rythmes relativement faibles, tandis que certains pays d'Asie ont continué d'afficher des croissances positives. Le Mexique, contrairement aux autres pays d'Amérique latine, s'est toutefois enfoncé davantage dans la récession, notamment en raison de l'effondrement de ses échanges avec les Etats-Unis, des effets négatifs de la pandémie de la grippe A sur le secteur des services et de la fermeture de plusieurs usines d'automobiles. La Chine, pour sa part, a de nouveau enregistré une hausse de son PIB (7,9 % après 6,1 % au premier trimestre en rythme annuel<sup>1</sup>), soutenu notamment par la forte hausse de l'investissement public dans les infrastructures. Enfin, les taux d'inflation sont restés négatifs en Chine (-1,7 % en juin en glissement annuel) et ont commencé à légèrement se détendre en Amérique latine (autour de 5 %).

**2 – La conjoncture à la Réunion**

**L'indicateur de climat des affaires<sup>2</sup> se stabilise à son plus bas niveau historique**

Au cours du deuxième trimestre 2009, le solde d'opinion des chefs d'entreprises participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM se situe très nettement en dessous de sa moyenne de longue période et révèle une nouvelle dégradation de leur perception de l'activité économique. L'allongement des délais de paiement conjugué à la détérioration des charges d'exploitation se traduit par l'érosion de la trésorerie des entreprises. Dans ce contexte, la réduction des effectifs s'est poursuivie et les intentions d'investir se sont à nouveau contractées.

L'indicateur du climat des affaires (ICA) présenté sur le graphique ci-dessous, qui synthétise l'ensemble des composantes passées et futures de l'enquête de conjoncture, se stabilise à son plus bas niveau historique, après avoir chuté depuis fin 2007. En revanche, les anticipations positives des chefs d'entreprises en ce qui concerne les effectifs et les charges pourraient laisser penser que les ajustements structurels au sein des entreprises ont, pour la plupart, été déjà opérés.

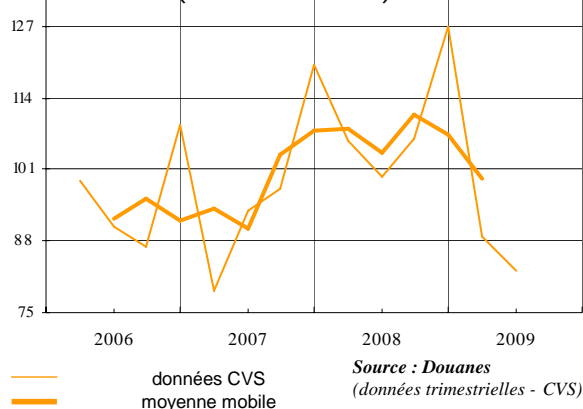


<sup>1</sup> Soit en rythme trimestriel, une croissance de 1,7 % au 2<sup>nd</sup> trimestre après 1,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

<sup>2</sup> Une définition de l'Indicateur du climat des affaires ainsi que la méthodologie de calcul sont proposées en page 8.

## La consommation des ménages continue à s'affaiblir

### Importations de biens d'équipement du foyer (en millions d'euros)

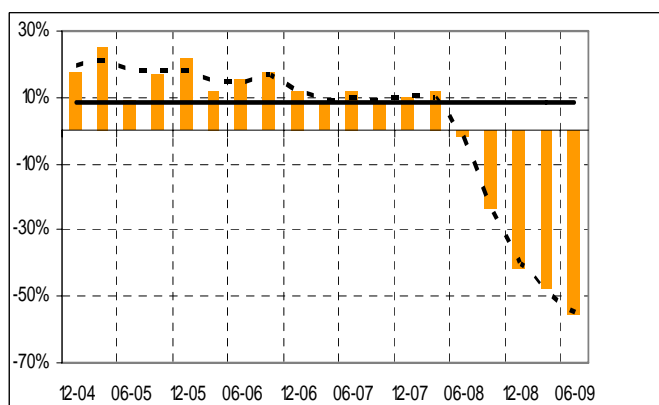


La consommation des ménages réunionnais continue de ralentir nettement au second trimestre ; les ventes de véhicules de tourisme enregistrent une chute de 30,1 % en glissement annuel et les importations de biens destinés aux ménages s'inscrivent en recul de 11,5 % (respectivement -9,0 % pour les produits courants et -17,1 % pour les biens d'équipement). Depuis le début de l'année, ces deux indicateurs sont en repli de 28,0 % et 13,6 % par rapport à la même période de l'an passé (cf. graphique ci-contre relatif aux importations de biens d'équipement du foyer). Parallèlement les importations de produits agroalimentaires diminuent de 2,6 % en glissement annuel.

Ces indicateurs statistiques sont corroborés par le solde d'opinion des chefs d'entreprise du secteur du commerce, en baisse par rapport au trimestre précédent et qui indique une baisse d'activité plus importante que prévu, ainsi que par la diminution des encours de crédits à la consommation, de l'ordre de -1,7 % de fin mars à fin juin et -3,1 % en glissement annuel.

## La chute de l'investissement persiste

### Evolution du solde d'opinion relatif à l'investissement des chefs d'entreprises



L'atonie de l'économie réduit encore les intentions d'investissement des chefs d'entreprises (graphique ci-contre). Plusieurs indicateurs confirment cette tendance.

En ce qui concerne les entreprises, les ventes de véhicules utilitaires diminuent de 51,6 % en glissement annuel et les importations de biens d'équipement<sup>1</sup> et de biens intermédiaires s'inscrivent respectivement en baisse de 23,8 % et de 26,1 %. Parallèlement les créations d'entreprises diminuent de 7,1 % au cours du trimestre en glissement annuel. Enfin la croissance des encours de crédit d'équipement des entreprises continue de ralentir (+3 % à fin juin 2009 par rapport à fin juin 2008 contre +11,9 % un an auparavant).

Il en est de même pour les ménages dont l'investissement peut-être apprécié à travers le nombre d'attestations de conformité de logements neufs (constructions de 1 à 9 logements reflétant les livraisons de logements individuels) qui fléchit de 14,9 % en un an et également par l'évolution des encours de crédit à l'habitat des particuliers qui poursuivent leur décélération (+5,7 % à fin juin en glissement annuel après +9,6 % un an auparavant).

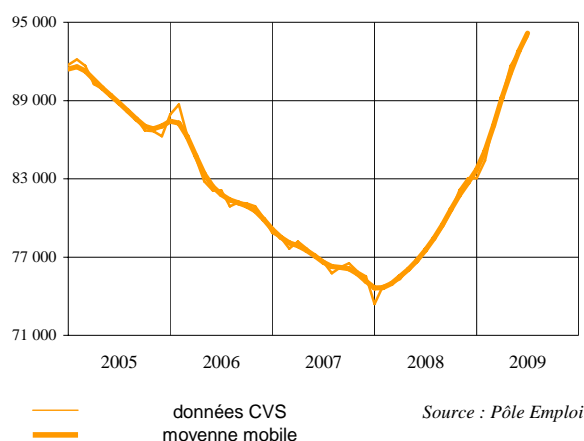
<sup>1</sup> Retraitées du montant correspondant à l'acquisition d'avion, considérée comme exceptionnelle.

## Le marché de l'emploi continue de se dégrader

Dans ce contexte économique difficile où la dégradation de nombreux indicateurs s'accroît au cours du deuxième trimestre, le marché de l'emploi se contracte à nouveau. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A enregistre une progression de 21,1 % en glissement annuel à fin juin, portant ainsi le nombre de demandeurs d'emploi à 92 980 (+3,5 % par rapport à mars 2009).

Parallèlement, les offres collectées par Pôle Emploi au cours du trimestre sont en retrait de 4,3 % par rapport à Juin 2008 : 10 227 à la fin du deuxième trimestre 2009 contre 10 687 un an auparavant.

Evolution des DEFM de catégorie A



## La stabilité des prix se confirme

A fin juin, le glissement de l'indice des prix à la consommation est de -0,1 % par rapport à fin mars et, sur les douze derniers mois (entre juin 2009 et juin 2008), il est limité à +0,2 %. Cette stabilité résulte d'une compensation entre les augmentations des prix des produits manufacturés (+1,5 % en glissement trimestriel et +0,7 % sur les 12 derniers mois) ainsi que de ceux des services (+0,2 % en glissement trimestriel et +1,3 % sur les 12 derniers mois) et les diminutions des prix de l'alimentation et de l'énergie. L'indice des prix de l'alimentation baisse de 2,2 % sur le dernier trimestre (+2,4 % en glissement annuel à fin juin 2009) avec un recul notable sur les prix des produits frais de 8,2 %. La réduction des prix des produits de la liste dite "Cospar"<sup>1</sup>, entrée en vigueur le 8 avril dernier, contribue à cette baisse des prix, et cela malgré la hausse de l'octroi de mer sur l'alcool au 1<sup>er</sup> avril. Pour leur part, les prix de l'énergie connaissent un repli de 1,3 % entre mars et juin 2009 (-13,3 % par rapport à juin 2008).

## Hausse des exportations, repli des importations

L'évolution des échanges extérieurs de l'île est contrastée au deuxième trimestre. Si les exportations progressent (+15,6 % en glissement annuel) grâce notamment à une campagne sucrière 2008 bien meilleure que la précédente, la faiblesse de la consommation des ménages et le ralentissement de l'activité économique réduisent les importations<sup>2</sup> (-18,1 % en glissement annuel). L'accélération de la diminution des recettes de l'octroi de mer (-25 % au second trimestre en glissement annuel après -11 % au premier trimestre) confirme cette tendance.

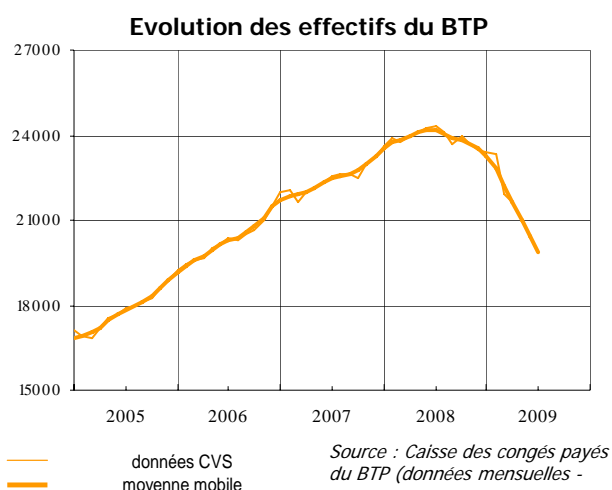
## La morosité de l'économie se ressent dans la quasi-totalité des secteurs

Presque tous les secteurs de l'économie réunionnaise affichent une dégradation de leur solde d'opinion relatif à l'activité du deuxième trimestre.

Le **secteur agricole**, qui fait état d'une hausse de son courant d'affaire mais à un rythme moindre que le trimestre précédent, constitue l'exception du trimestre. La légère progression à hauteur de 0,2 % en glissement annuel des abattages locaux (+12,4 % pour l'abattage bovin, +0,7 % pour l'abattage porcin et -2,7 % pour l'abattage de volailles), confirme cette appréciation relativement favorable. En revanche, la collecte de lait diminue de 6,1 % sur un an à fin juin et les exportations de produits de la pêche s'inscrivent également en baisse.

<sup>1</sup> Collectif des Organisations Syndicales, Politiques et Associatives de la Réunion.

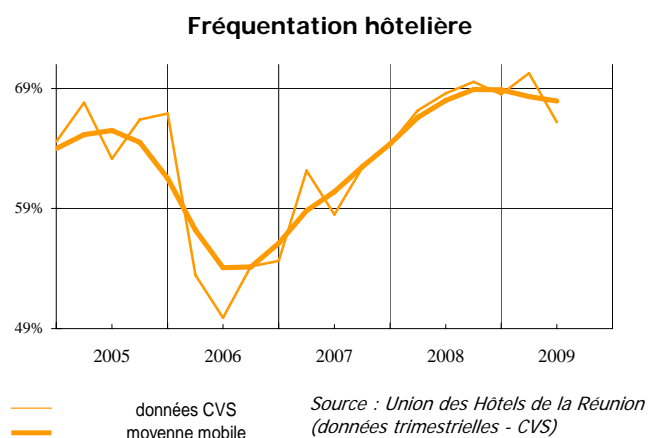
<sup>2</sup> Retraitées des montants correspondants à l'acquisition d'avion.



Cette orientation favorable ne se retrouve pas dans le secteur du **bâtiment et travaux public** qui apparaît de plus en plus touché par la crise, au vu notamment des soldes d'opinion relatifs à l'évolution de l'activité passée et des carnets de commandes qui se dégradent. Les effectifs du secteur enregistrent une baisse de 6,0 % entre mars et juin 2009, ramenant le nombre de salariés à 20 032 (contre 21 311 à fin mars). Cette diminution atteint 18,3 % en glissement annuel.

L'**industrie manufacturière** locale, en partie tributaire du secteur du BTP, subit l'atonie de ce secteur et sa propre activité en est ainsi lourdement affectée comme en atteste la diminution des importations de biens intermédiaires, en chute de 26,1 % entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009. Le solde d'opinion des chefs d'entreprises, largement négatif, confirme cette analyse.

Le secteur des **services marchands** enregistre une nouvelle baisse de son courant d'affaire au deuxième trimestre et les prévisions émises pour le troisième trimestre de l'année reflètent les inquiétudes des professionnels. Les carnets de commande et les investissements de la branche se replient également.



L'**activité touristique** ne semble pas tirer profit de la progression de 5,6 % du nombre de passagers dans les aéroports de Pierrefonds et de Gillot au second trimestre en glissement annuel. En effet, comme cela avait été relevé aux cours des années précédentes, la fréquentation hôtelière enregistrée auprès des membres de l'Union des Hôtels de la Réunion est en repli de 8,1 points au second trimestre qui constitue un creux dans l'activité touristique. Sur un an, le taux de fréquentation diminue de 2,2 points à fin juin.

## Conclusion

La tendance morose observée au cours du premier trimestre se prolonge au second. L'ensemble des indicateurs statistiques traduit la poursuite du ralentissement de l'économie réunionnaise. Le contexte économique dégradé, conjugué aux réductions d'effectifs, freine la consommation des ménages alors que l'absence de perspective de redressement de l'économie n'encourage pas l'investissement. A nouveau, le seul indicateur positif provient de la stabilité des prix à la consommation.

Nouvellement calculé par l'IEDOM à La Réunion, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) confirme l'ampleur du ralentissement de l'économie. Cependant, la prise en compte de certaines anticipations relativement positives des chefs d'entreprises se traduit par une stabilisation de l'Indicateur. L'enquête de conjoncture du troisième trimestre permettra de déterminer si le point bas a été atteint en milieu d'année. Il conviendra également de suivre l'évolution de la consommation lorsque le versement du RSTA sera effectif sur un trimestre plein.



---

# *ANNEXES STATISTIQUES*

---

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

### *Méthode de l'enquête de conjoncture*

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner un poids, aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises, proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

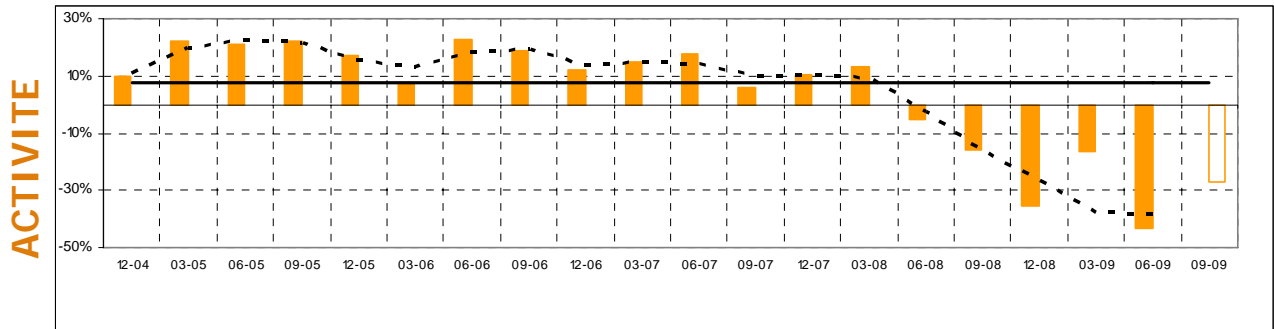
### **Avertissement : interprétation des soldes d'opinions**

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

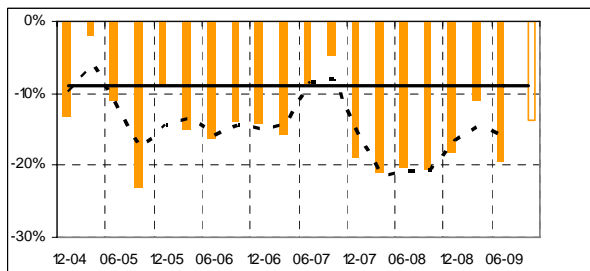
<b><i>Les secteurs d'activité.....</i></b>	<b>10</b>
<i>Vue d'ensemble.....</i>	10
<i>Agriculture, élevage et pêche.....</i>	11
<i>Industrie agro-alimentaire.....</i>	14
<i>Autre industries.....</i>	17
<i>Bâtiment et travaux publics.....</i>	19
<i>Commerce.....</i>	22
<i>Services marchands.....</i>	24
<i>Hôtellerie-Tourisme.....</i>	25
<b><i>Les entreprises.....</i></b>	<b>27</b>
<i>L'investissement.....</i>	28
<i>La vulnérabilité.....</i>	29
<b><i>Les ménages.....</i></b>	<b>31</b>
<i>L'investissement.....</i>	32
<i>La vulnérabilité.....</i>	34
<b><i>Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels.....</i></b>	<b>36</b>

# Vue d'ensemble

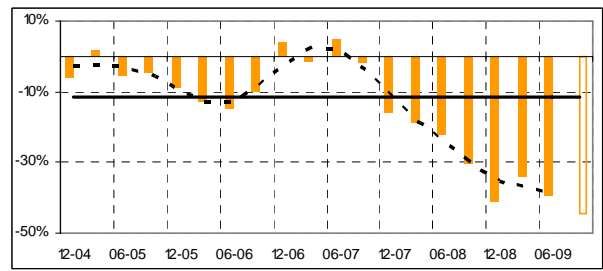
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 140 entreprises (dont 3 coopératives relevant du secteur primaire) employant au total 14 866 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



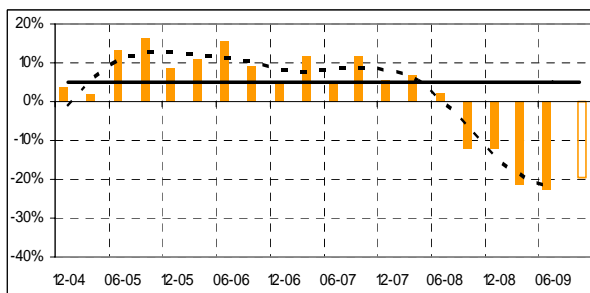
CHARGES



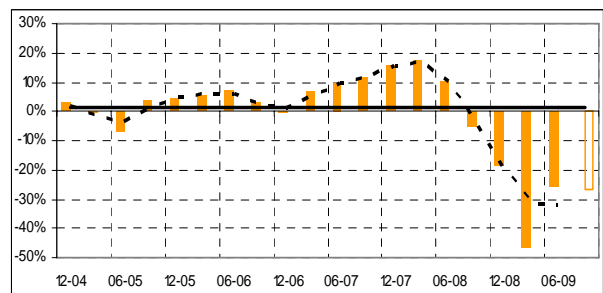
TRESORERIE



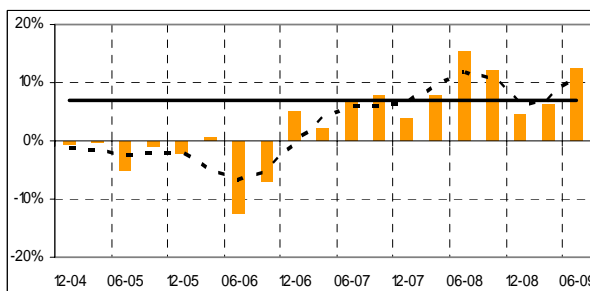
EFFECTIFS



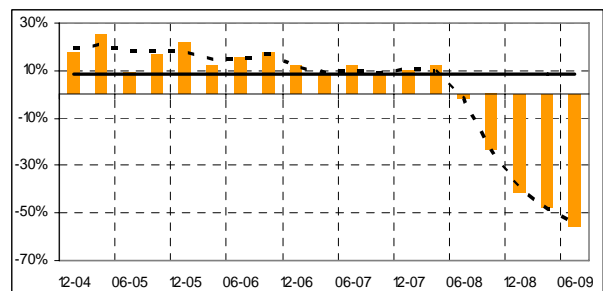
PRIX DE VENTE



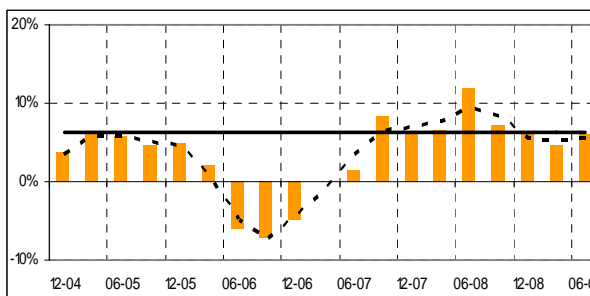
STOCKS MATIERES PREMIERES



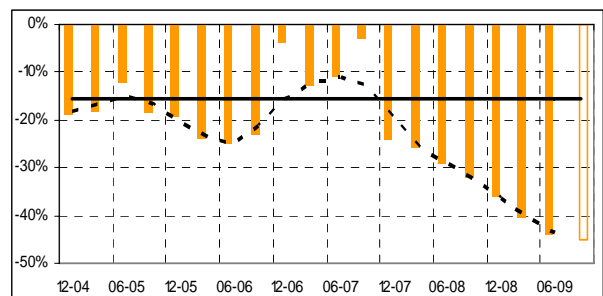
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT

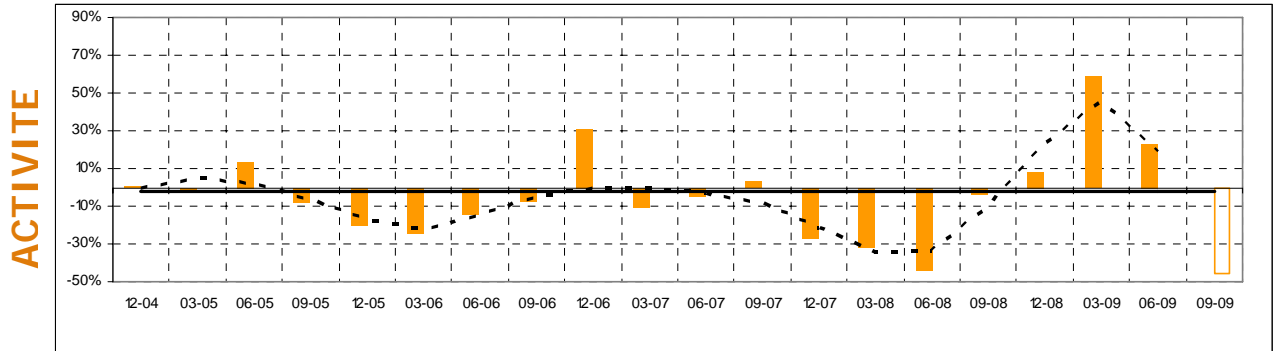


Indicateur passé 
  Indicateur prévu 
  Tendence de l'indicateur 
  Moyenne longue période de l'indicateur

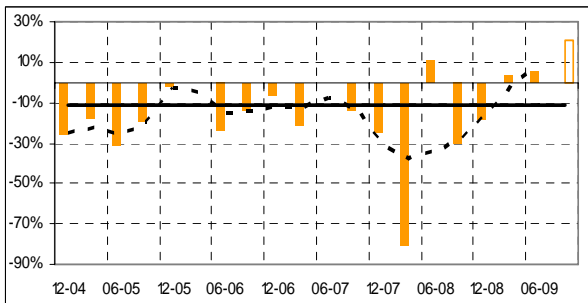
# Agriculture, élevage et pêche

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 7 entités relevant du secteur primaire (soit un effectif total estimé de 949 personnes composé de salariés d'entreprises, d'éleveurs, d'agriculteurs et de pêcheurs).

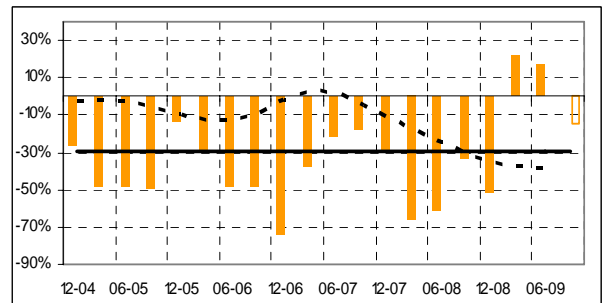
Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



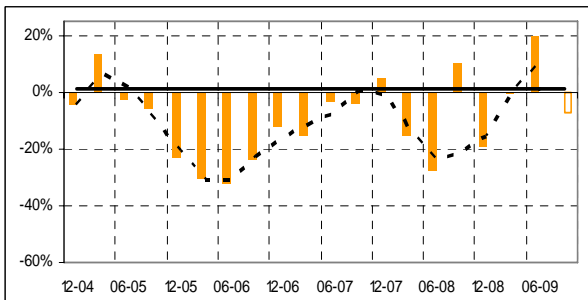
CHARGES



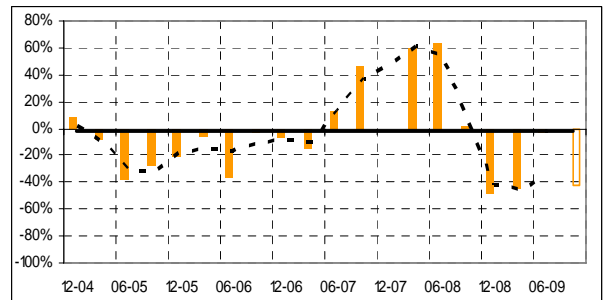
TRESORERIE



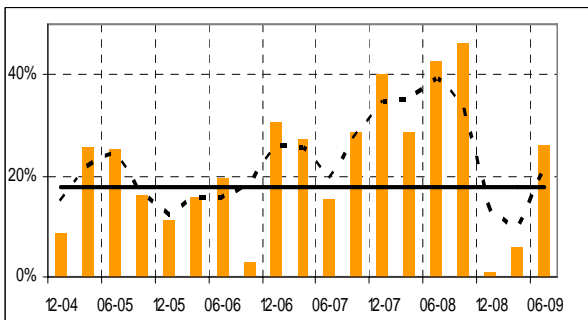
EFFECTIFS



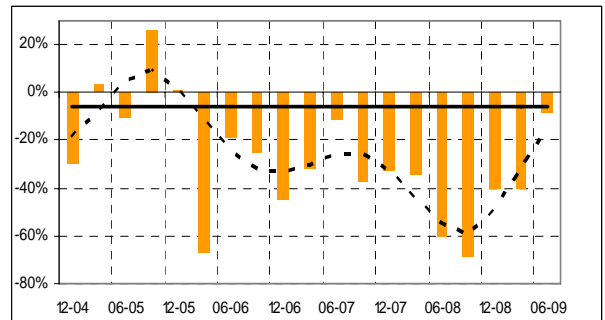
PRIX DE VENTE



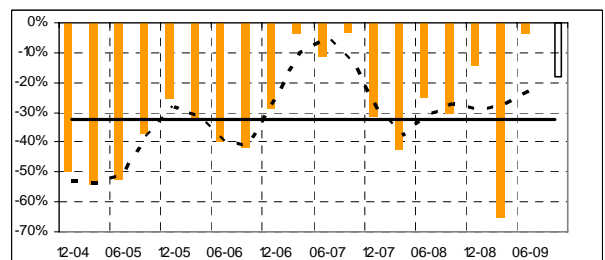
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



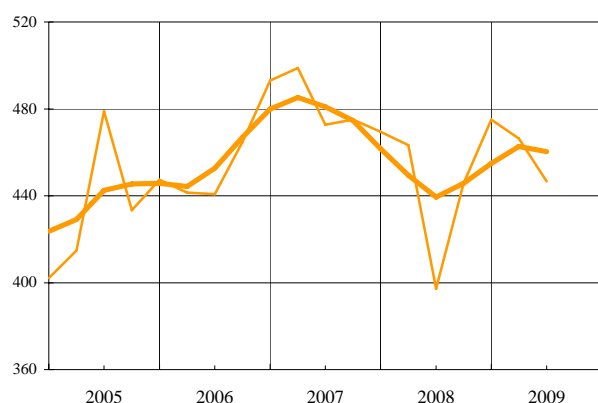
DELAIS DE PAIEMENT



Indicateur passé 
  Indicateur prévu 
  Tendance de l'indicateur 
  Moyenne longue période de l'indicateur

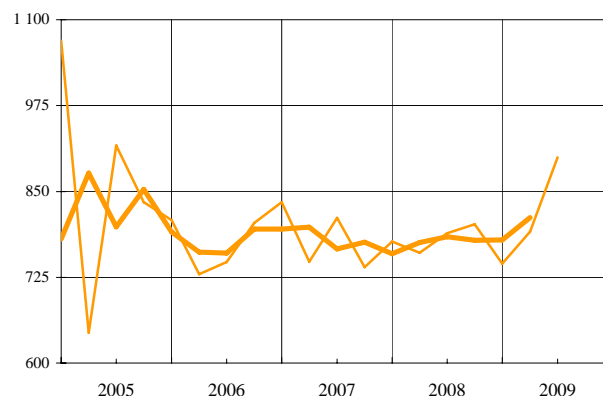
La filière bovine

Abattages de viande bovine  
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

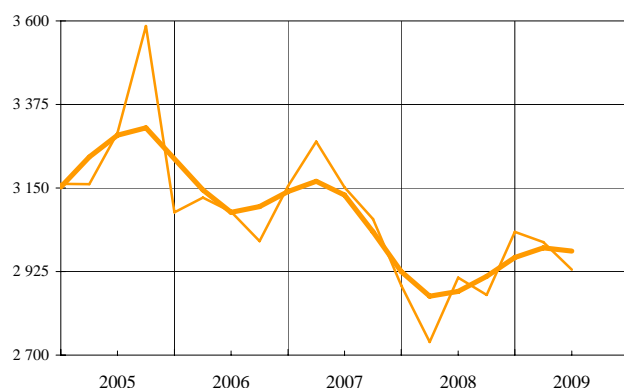
Importations de viande bovine  
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

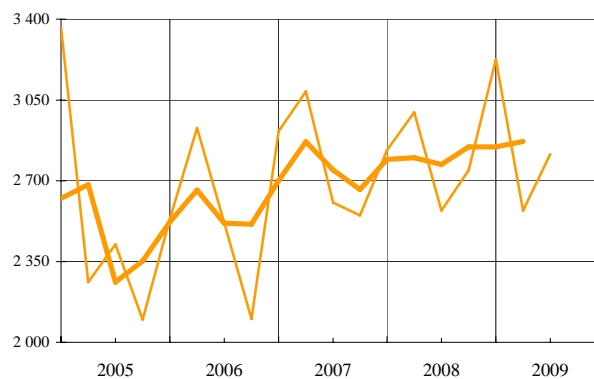
La filière porcine

Abattages de viande porcine  
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

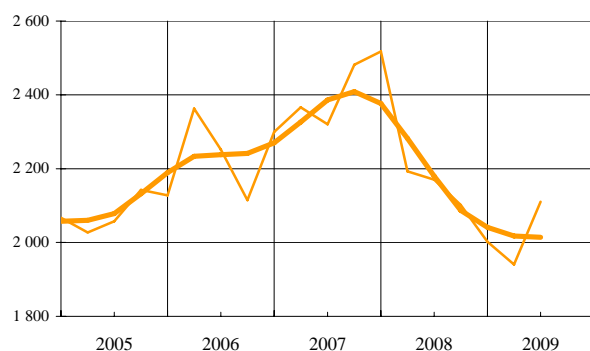
Importations de viande porcine  
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

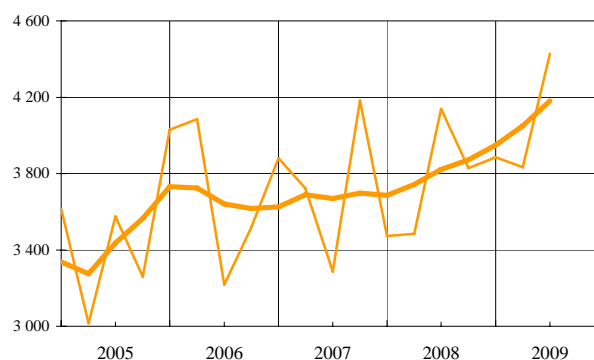
La filière avicole

Abattages de volailles  
(en tonne)



Source : Aribev (données trimestrielles - CVS)

Importations de volailles  
(en tonne)

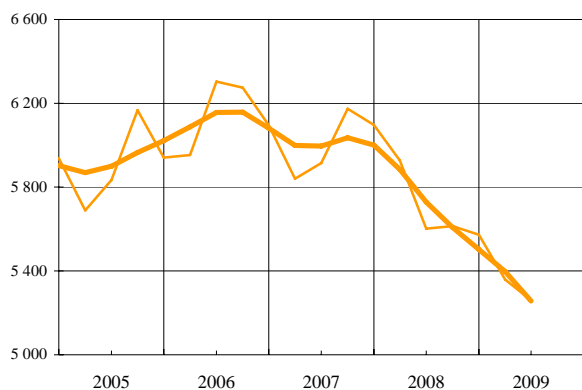


Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

La filière laitière

Lait collecté par la Sicalait

(en milliers de litres)

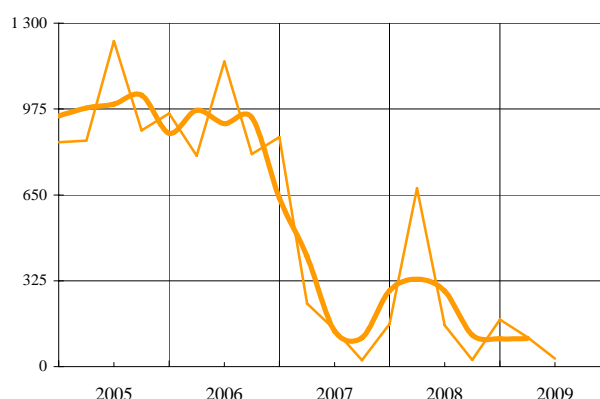


Source : Sicalait (données trimestrielles - CVS)

La filière pêche

Exportations maritimes <sup>1</sup>

(en tonnes)

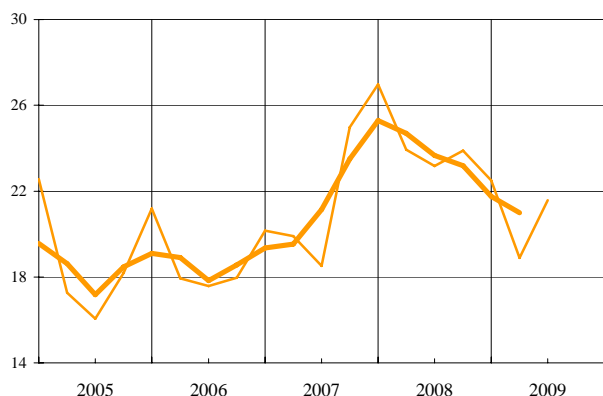


Source : Douanes (données trimestrielles)

Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Importations

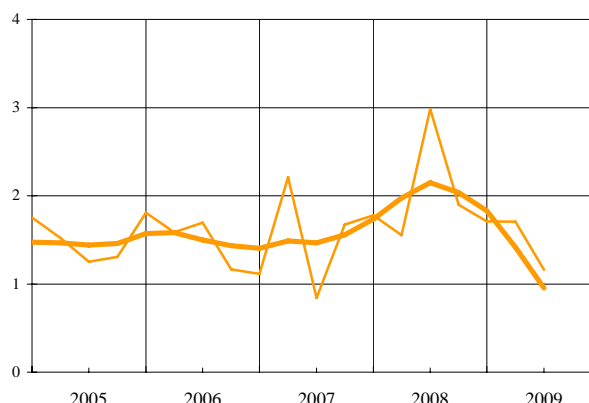
(en millions d'€)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Exportations

(en millions d'€)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

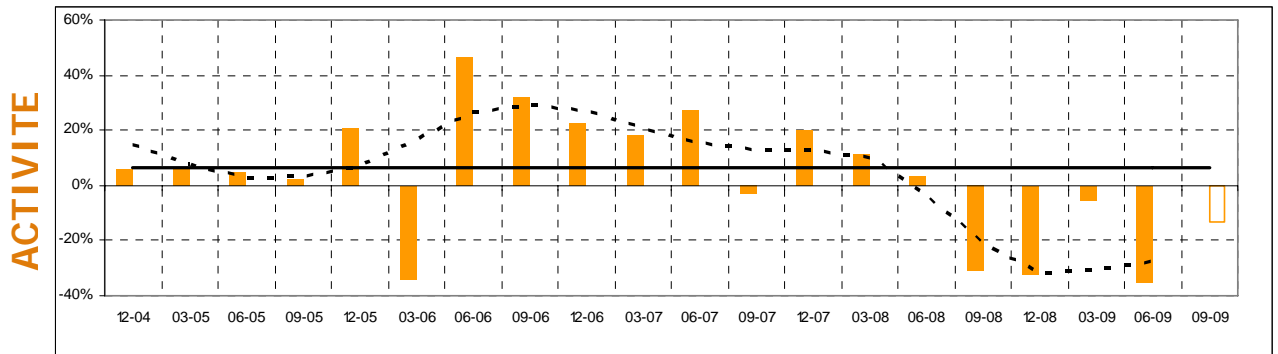
Dernières données chiffrées

	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
<b>ABATTAGE</b>											
bovins <i>Source : Sicabat (tonnes)</i>	468	430	462	388	462	480	456	436	892	12,4%	6,1%
porcins <i>Source : Sicabat (tonnes)</i>	3 246	3 038	3 102	2 863	3 002	3 167	2 771	2 884	5 655	0,7%	5,0%
volailles <i>Source : Ariv (tonnes)</i>	2 023	2 215	2 282	2 134	2 161	2 079	1 844	2 076	3 920	-2,7%	-7,1%
<b>IMPORTATIONS</b>											
bovins <i>Source : Douanes (tonnes)</i>	917	747	812	789	802	745	791	900	1 691	14,0%	9,1%
porcins <i>Source : Douanes (tonnes)</i>	2 424	2 517	2 606	2 571	2 746	3 225	2 571	2 815	5 386	9,5%	-3,3%
volailles <i>Source : Douanes (tonnes)</i>	3 249	2 924	2 987	3 761	3 571	4 281	4 052	4 024	8 076	7,0%	8,5%
<b>COLLECTE DE LAIT</b>	5 427	5 864	5 502	5 210	5 646	6 019	5 273	4 892	10 165	-6,1%	-7,9%
<i>Source : Sicalait (milliers de litres)</i>											
<b>EXPORTATIONS PÊCHE</b>	1232	1155	141	157	25	179	112	31	143	-80,3%	-82,8%
<i>Source : Douanes (tonnes)</i>											
<b>PDTs AGRICOLES, SYLVICOLES ET PÊCHE</b>											
Importations <i>Douanes (millions d'€)</i>	16,06	17,57	18,52	23,18	23,88	22,50	18,89	21,58	40,46	-6,9%	-14,1%
Exportations <i>Douanes (millions d'€)</i>	0,88	1,19	0,59	2,09	1,03	3,15	1,56	0,81	2,37	-61,1%	-32,4%

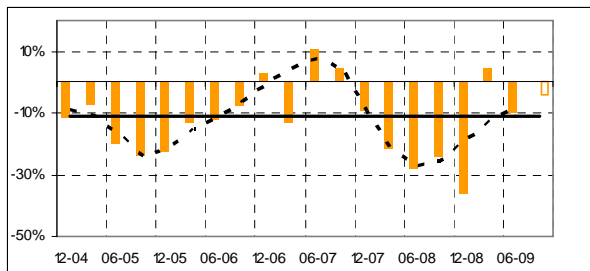
<sup>1</sup> Y compris les exportations réalisées par les palangriers asiatiques autorisés à pêcher dans la zone économique des îles éparses avec obligation de décharger à Port-Réunion.

# Industrie agro-alimentaire

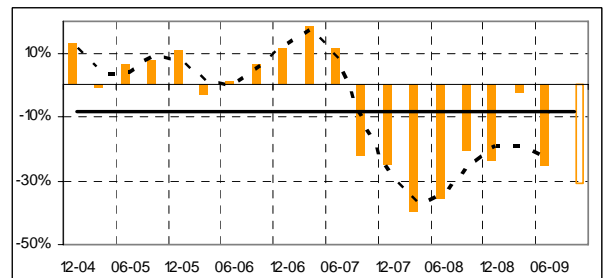
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 18 entreprises du secteur agro-alimentaire employant 1 669 salariés.  
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnnières (\* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



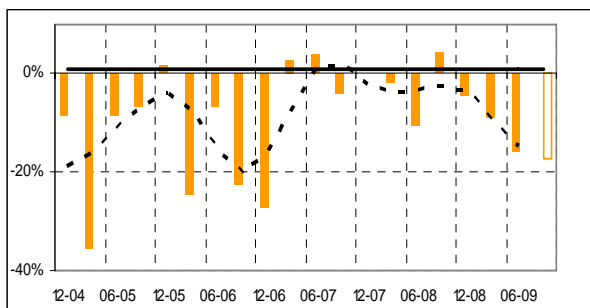
CHARGES



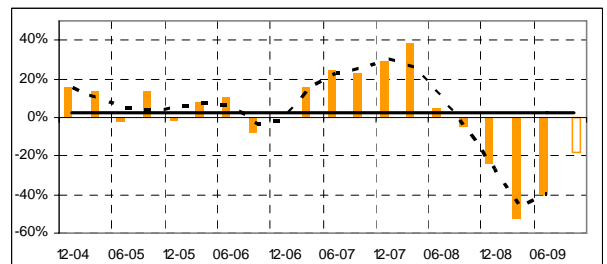
TRESORERIE



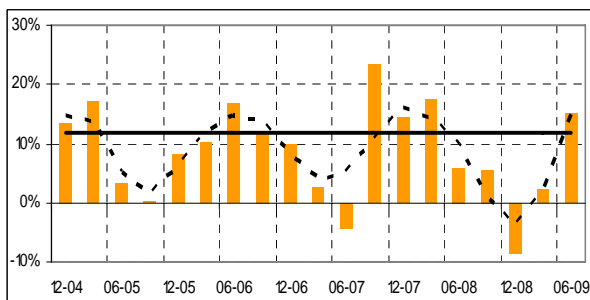
EFFECTIFS



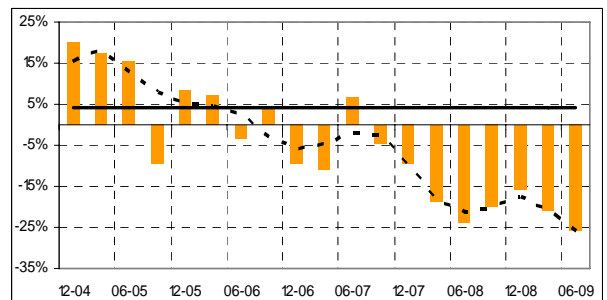
PRIX DE VENTE



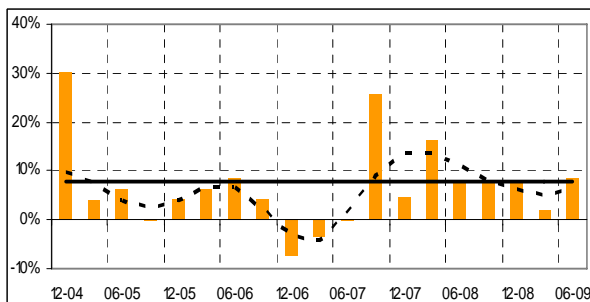
STOCKS MATIERES PREMIERES



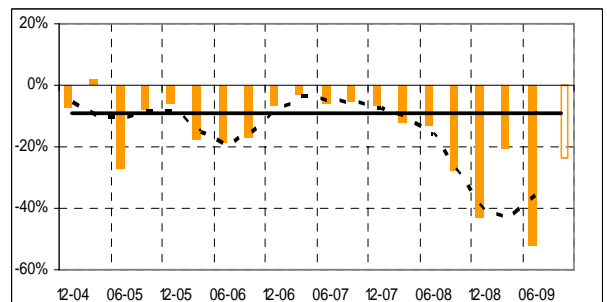
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT

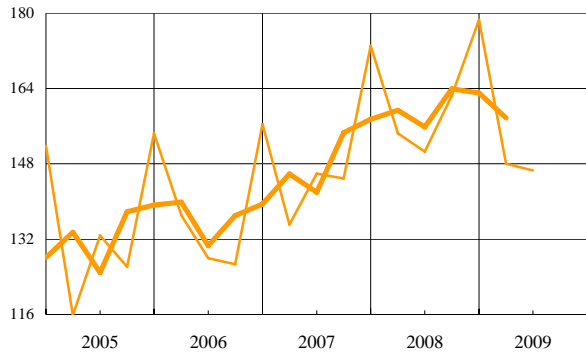


Indicateur passé  
  Indicateur prévu  
  Tendence de l'indicateur  
  Moyenne longue période de l'indicateur



**Importations de produits agro-alimentaires**

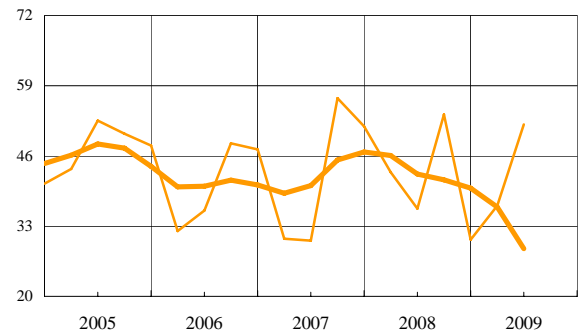
(en millions d'€)



Source : Douanes (données trimestrielles)

**Exportations de produits agro-alimentaires**

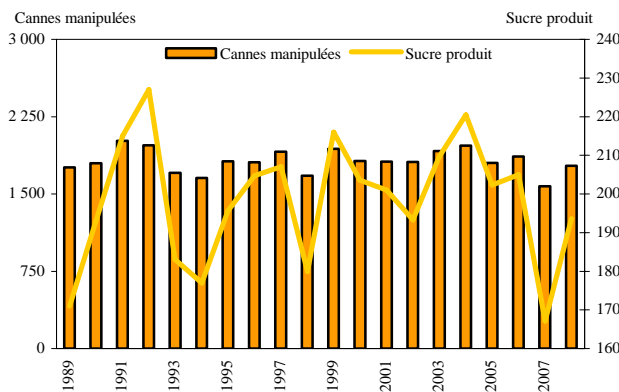
(en millions d'€)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

**Campagnes sucrières**

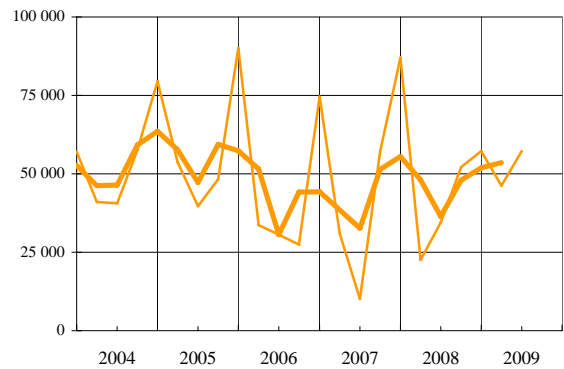
(en milliers de tonnes)



Source : CTICS - CERF

**Exportations maritimes de sucre et mélasse**

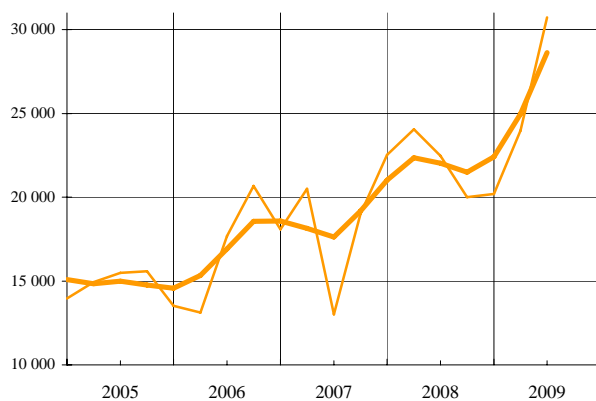
(en tonne)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

**Exportations de rhum**

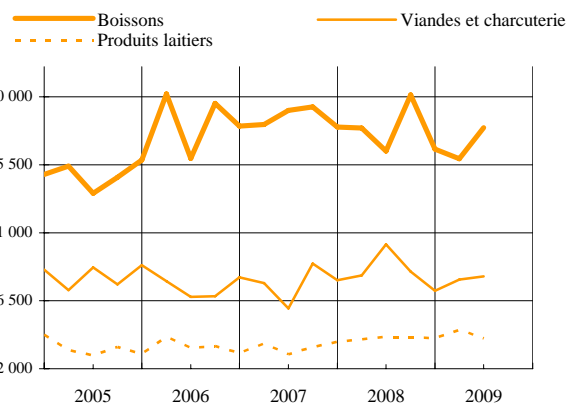
(en hectolitres d'alcool pur)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

**Importations maritimes de boissons, produits laitiers, viandes et charcuterie**

(en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles - CVS)

## Dernières données chiffrées

PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
Importations (tonnes)	133	128	146	151	162	179	148	147	295	-2,6%	-3,4%
Exportations (tonnes)	40	27	23	28	47	42	37	39	76	43,0%	8,0%

Source : Douanes

IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
boissons	13 785	16 112	19 347	16 618	18 397	18 191	15 491	18 191	33 682	9,5%	-1,3%
produits laitiers	2 972	3 469	3 028	4 233	4 240	4 119	4 168	4 119	8 287	-2,7%	5,7%
viandes et charcuterie	8 329	6 478	5 727	9 793	7 811	7 774	8 162	7 774	15 936	-20,6%	-12,6%

Source : DDE

EXPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
sucres et mélasse	39 740	30 663	10 052	34 494	52 176	57 289	46 246	57 289	103 535	66,1%	81,6%
poissons	1 810	2 131	1 658	1 747	1 017	1 256	4 417	1 256	5 673	-28,1%	28,6%

Source : DDE

EXPORTATIONS DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
	11 523	13 156	9 677	16 709	23 900	23 852	21 121	22 851	43 972	36,8%	16,0%

Source : Douanes

PRODUCTION DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
	20 579	13 636	20 586	33 303	37 913	45 725	54	14 249	14 303	-57,2%	-59,6%

CAMPAGNES SUCRIERES	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variations (N/N-1)
Cannes manipulées	1 969	1 801	1 864	1 576	1 774	12,59%
. par l'usine du Gol	989	946	920	777	924	18,86%
. par l'usine de Bois Rouge	980	855	945	798	849	6,38%

(milliers de tonnes) Source : CTICS

Production de sucre brut	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variations (N/N-1)
	220	202	205	158	194	22,55%

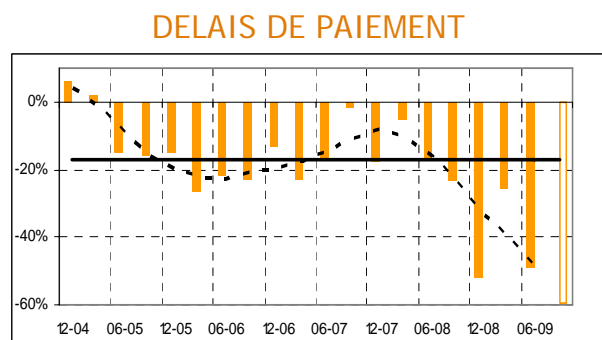
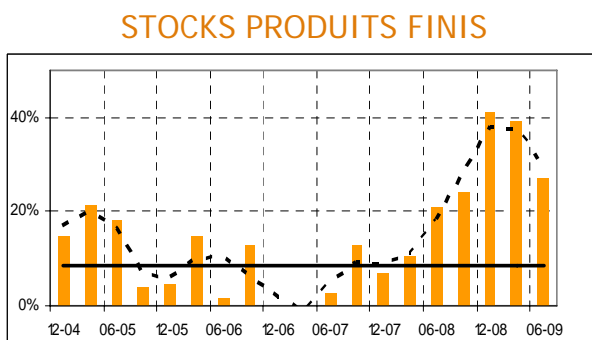
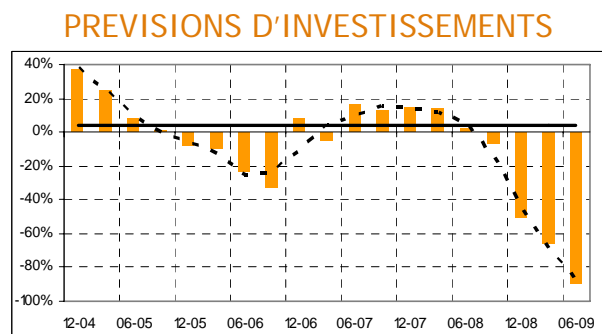
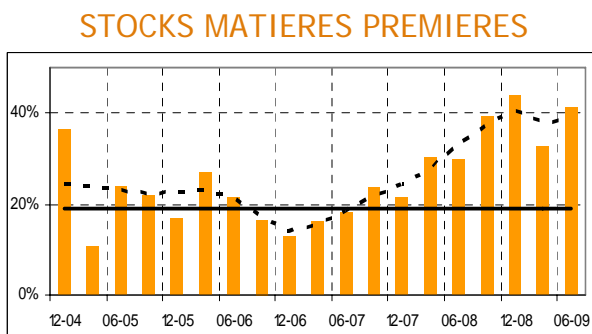
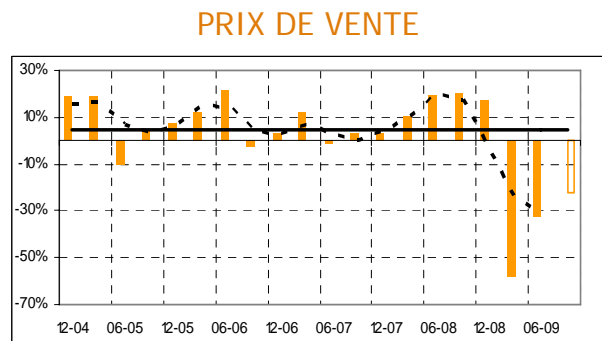
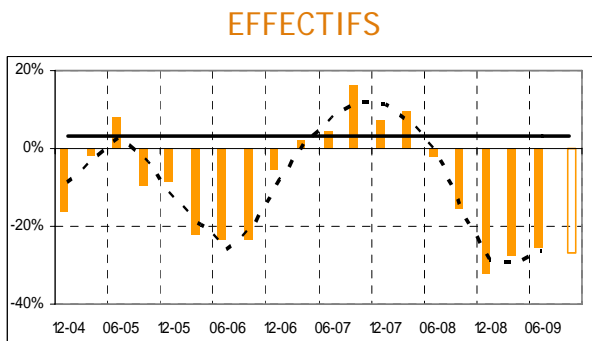
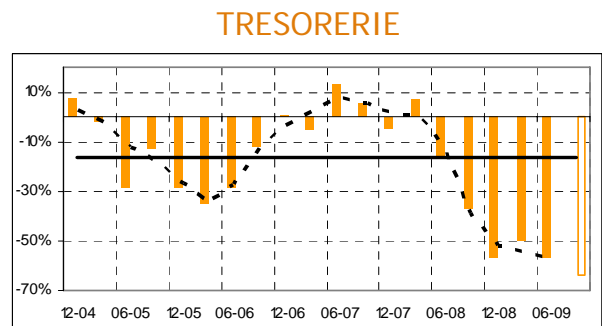
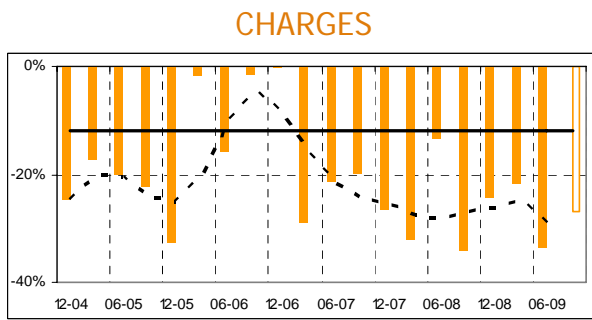
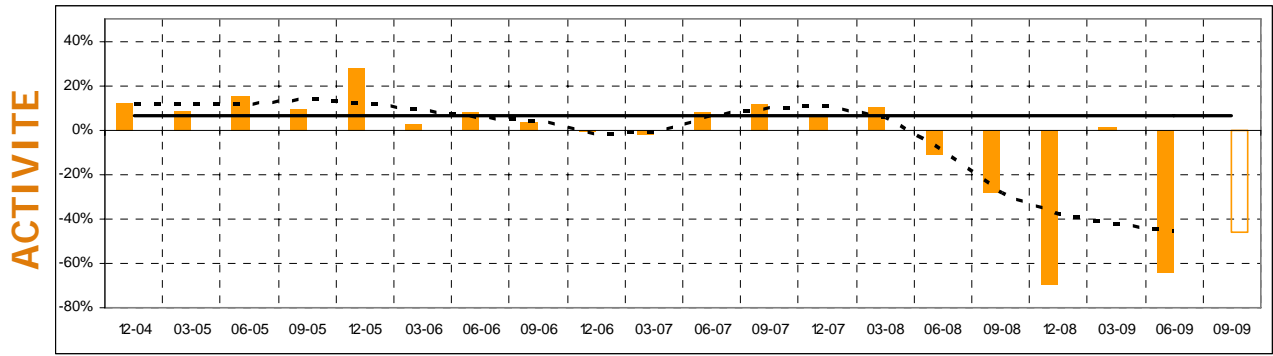
(milliers de tonnes) Source : CERF

Richesse moyenne de la canne	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variations (N/N-1)
	14,14%	14,01%	14,03%	13,74%	14,00%	+ 0,26 pt

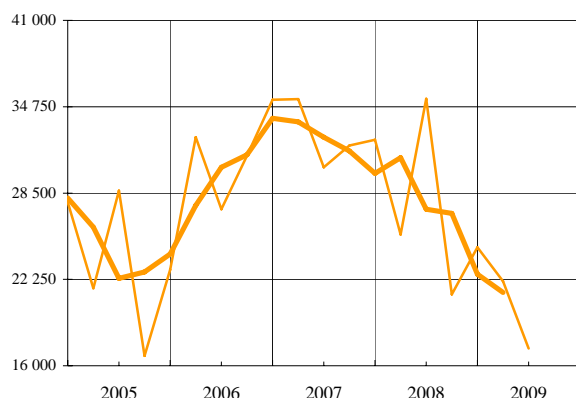
Source : CTICS

# Autres industries

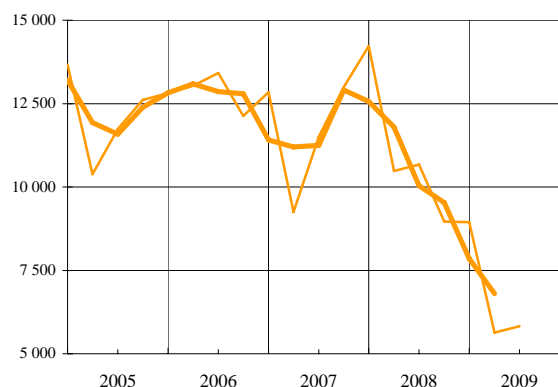
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 25 entreprises du secteur industriel (hors agro-alimentaire) employant 1 122 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



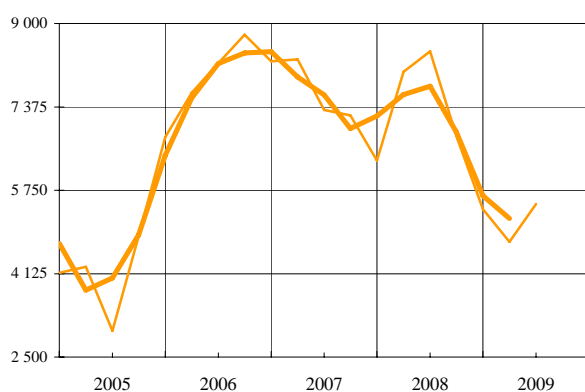
Indicateur passé    
  Indicateur prévu    
 - - - Tendence de l'indicateur    
 — Moyenne longue période de l'indicateur

**Importations maritimes de produits métalliques (en tonnes)**


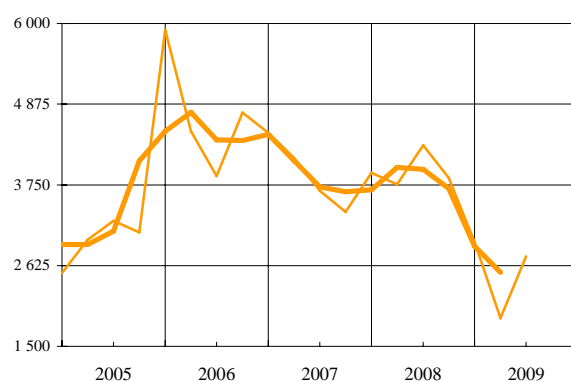
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)  
(données trimestrielle)

**Importations maritimes de bois destiné à la transformation (en tonnes)**


Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)  
(données trimestrielles)

**Importations maritimes de produits destinés aux imprimeries et cartonneries (en tonnes)**


Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)  
(données trimestrielles)

**Importations maritimes de matières plastiques brutes et de produits chimiques de base (en tonnes)**


Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)  
(données trimestrielles)

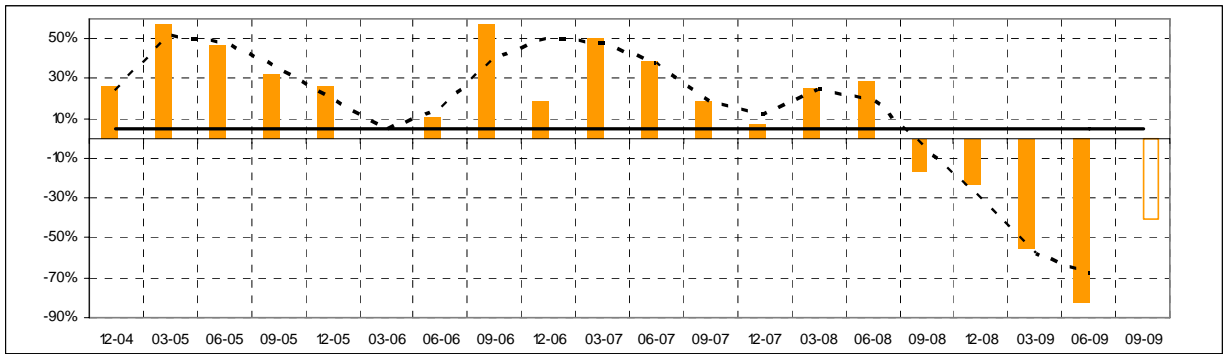
**Dernières données chiffrées**

IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes) Source : DDE	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
Produits métalliques	28 677	27 324	30 368	35 325	21 172	24 567	22 128	17 240	39 368	-51,2%	-35,3%
Bois destiné à la transformation	11 738	13 413	11 509	10 671	8 962	8 942	5 635	5 828	11 463	-45,4%	-45,8%
Produits pour l'imprimerie et la cartonnerie	3 010	8 229	7 318	8 457	6 809	5 383	4 744	5 479	10 223	-35,2%	-38,1%
Matières plastiques et pdts chimiques de base	3 249	3 871	3 667	4 299	3 847	2 953	1 891	2 751	4 642	-36,0%	-42,4%

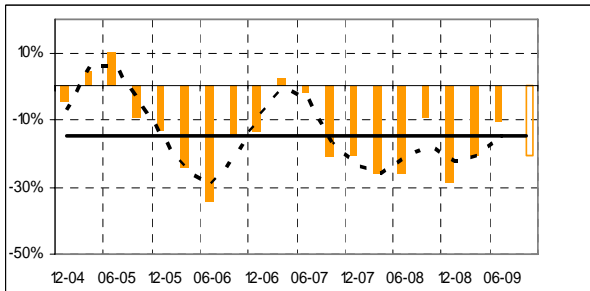
# Bâtiment et travaux publics

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 13 entreprises du secteur du BTP (gros œuvre et second œuvre) employant 2 625 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)

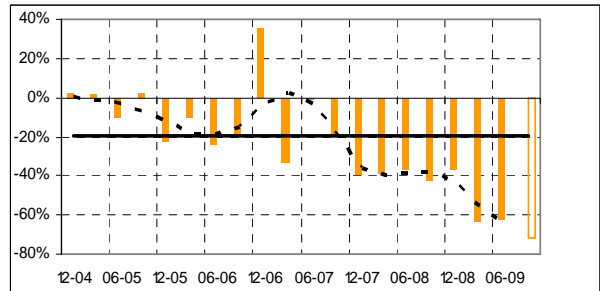
ACTIVITE



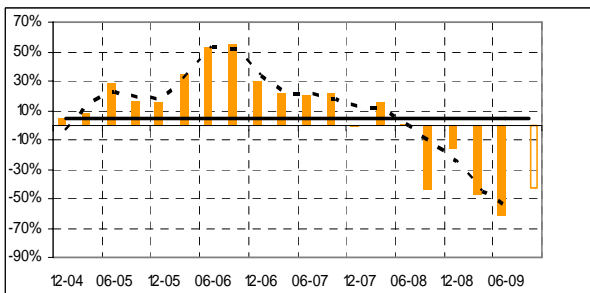
CHARGES



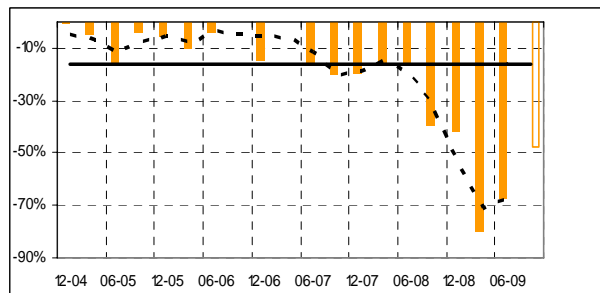
TRESORERIE



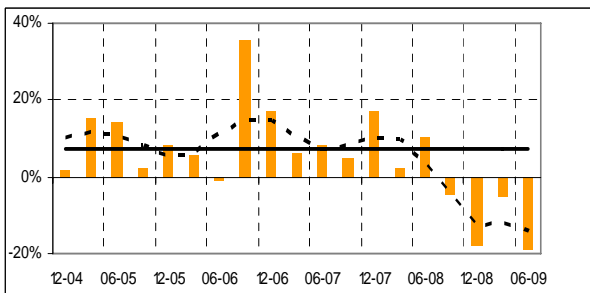
EFFECTIFS



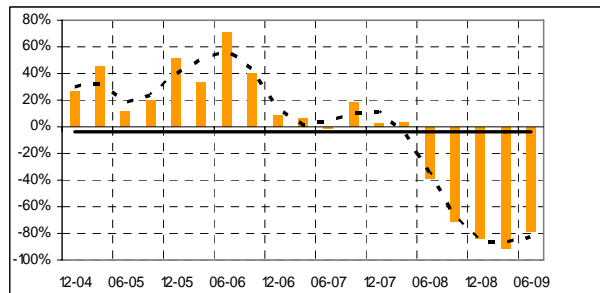
PRIX DE VENTE



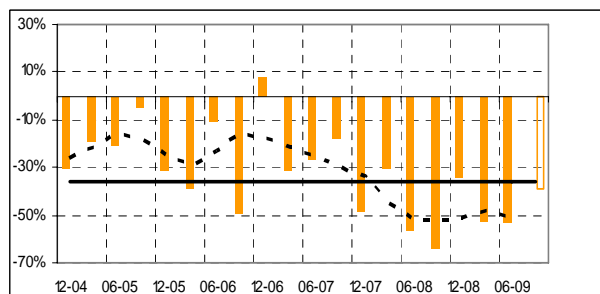
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

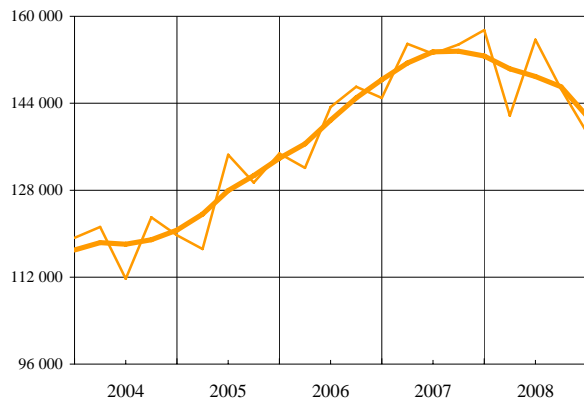


DELAIS DE PAIEMENT



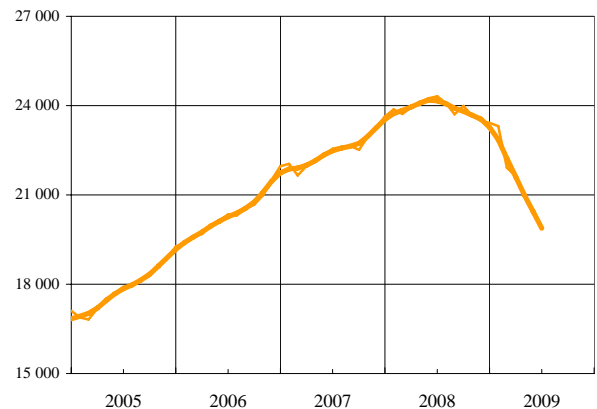
Indicateur passé 
  Indicateur prévu 
  Tendence de l'indicateur 
  Moyenne longue période de l'indicateur

**Ventes de ciment**  
(en tonnes)



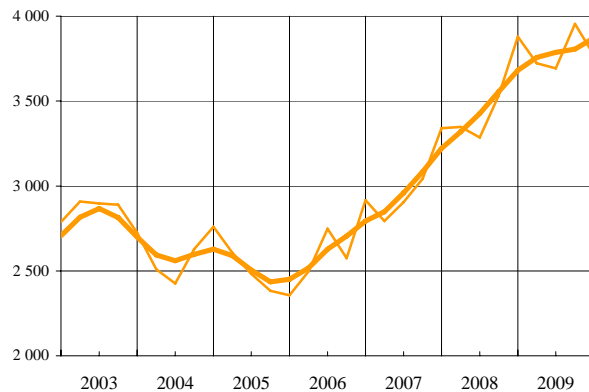
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

**Effectifs du BTP**



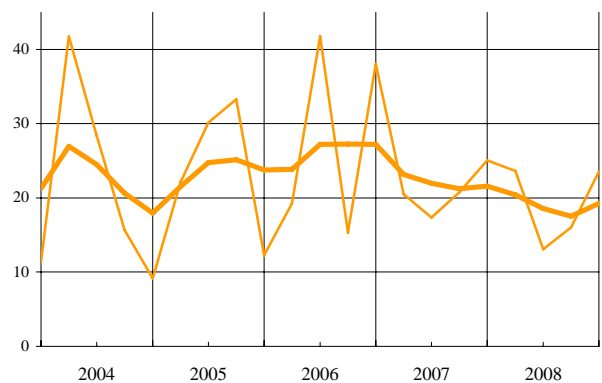
Source : Caisse des congés payés du BTP (données mensuelles - CVS)

**Logements sociaux en cours de chantier**  
(en nombre – estimations à partir de janvier 2009)



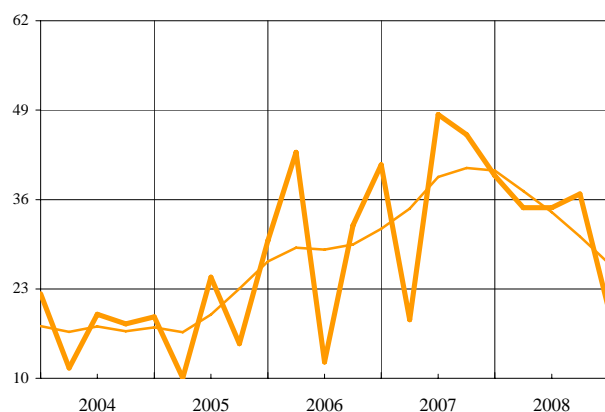
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

**Travaux de génie civil**  
(en millions d'euros)



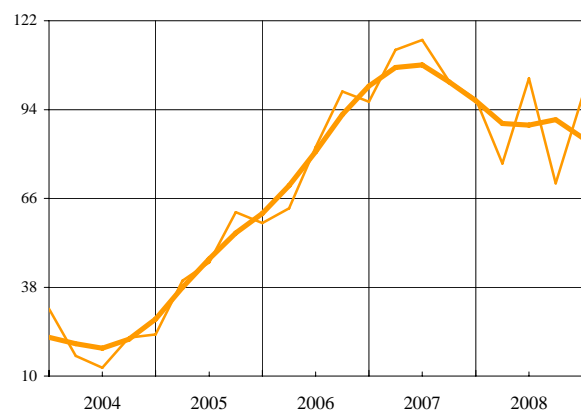
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

**Constructions publiques**  
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

**Travaux routiers**  
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

## Dernières données chiffrées

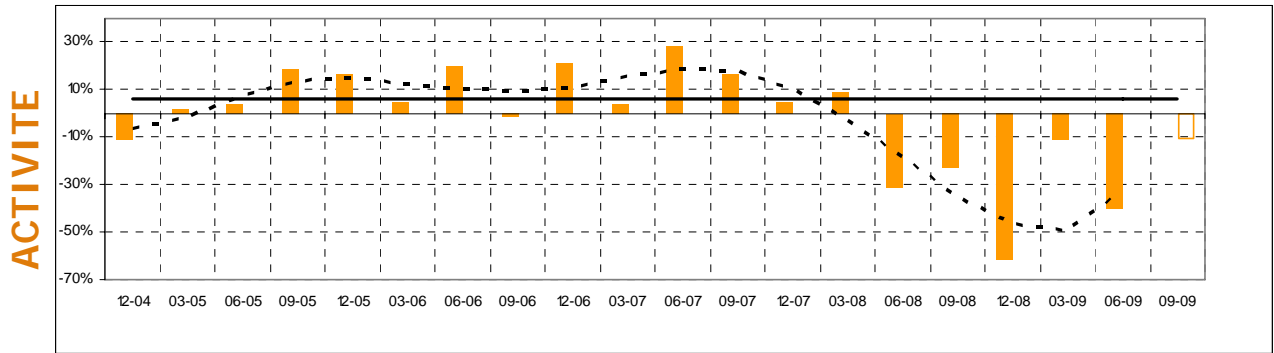
Source : Cer-BTP (millions d'€)	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	Cumul 2008	4T08/ 4T07	Σ08/ Σ07
Travaux génie civil	12	15	48	32	17	12	17	30	76	-5,9%	-10,3%
Constructions publiques	26	41	56	53	19	34	41	27	122	-48,8%	-24,7%
Travaux routiers	35	88	146	147	43	93	73	148	357	0,6%	-15,0%

VENTE DE CIMENT	4T 2004	4T 2005	4T 2006	4T 2007	1T 2008	2T 2008	3T 2008	4T 2008	Cumul 2008	4T08/ 4T07	Σ08/ Σ07
Source : Cer-BTP (tonnes)	121 611	136 877	147 253	159 961	120 826	157 495	164 243	140 890	583 454	-11,9%	-5,9%

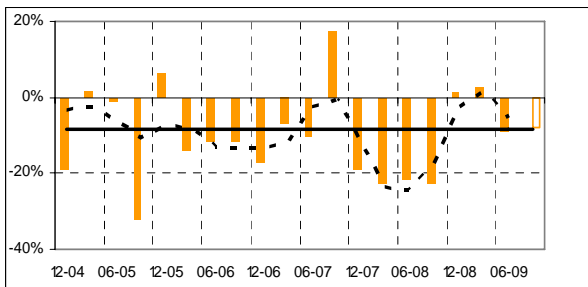
EFFECTIFS DU BTP	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/ mars09	juin09/ juin08
Source : Caisse des congés payés (nombre à fin)	18 053	20 499	22 722	24 505	24 974	22 757	21 311	20 032	-6,0%	-18,3%

# Commerce

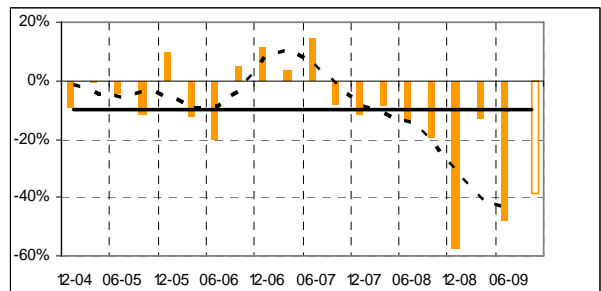
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises du secteur du commerce employant 4 413 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinions CVS à coefficients saisonniers nuls)



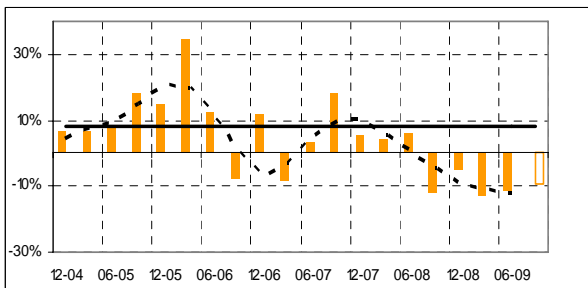
**CHARGES**



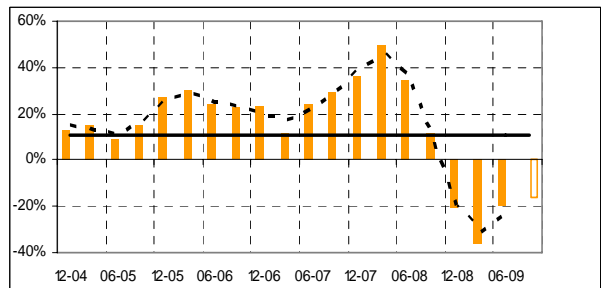
**TRESORERIE**



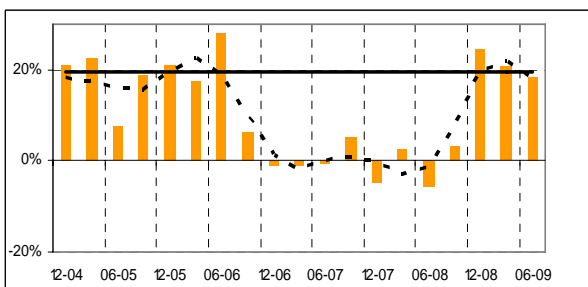
**EFFECTIFS**



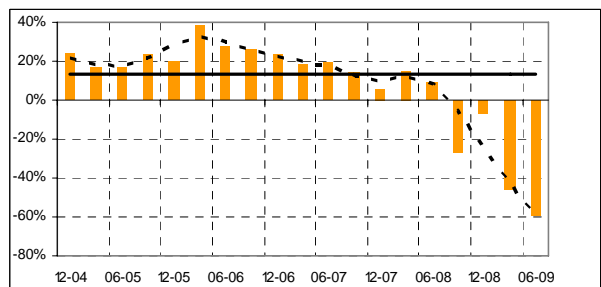
**PRIX DE VENTE**



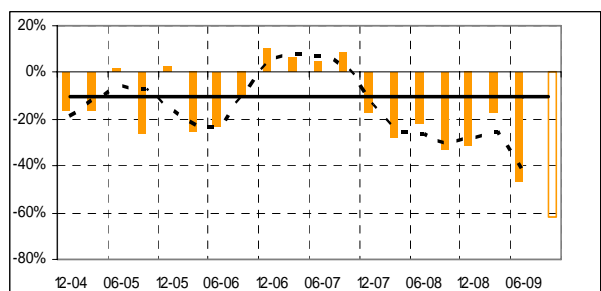
**STOCKS PRODUITS FINIS**



**PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS**



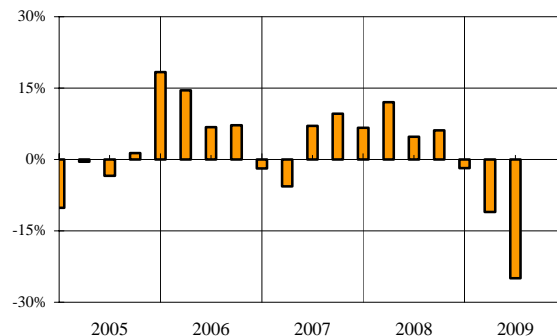
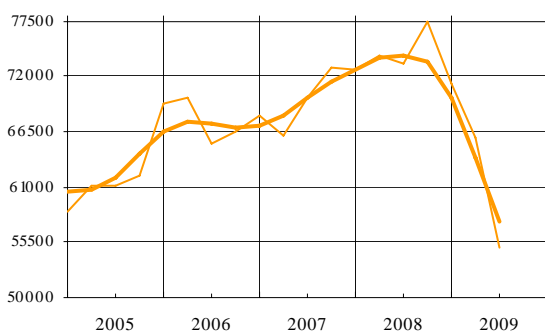
**DELAIS DE PAIEMENT**



■ Indicateur passé   
  Indicateur prévu   
 - - - - - Tendence de l'indicateur   
 ——— Moyenne longue période de l'indicateur

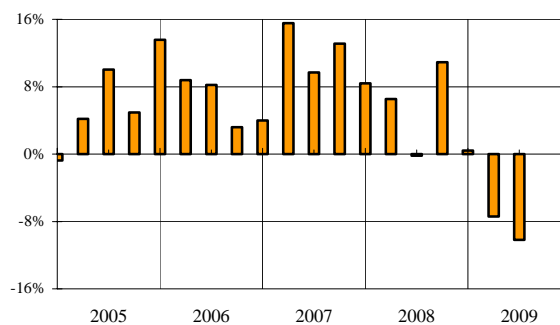
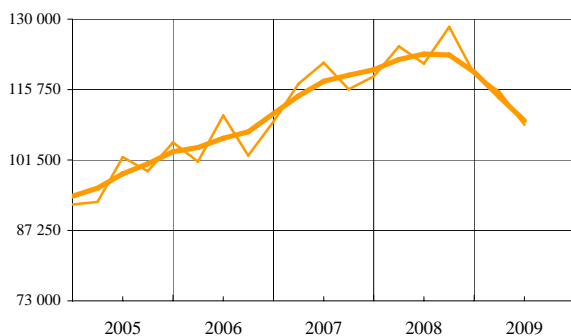


**Recettes de l'octroi de mer**  
(en milliers d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

**TVA collectée**  
(en milliers d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



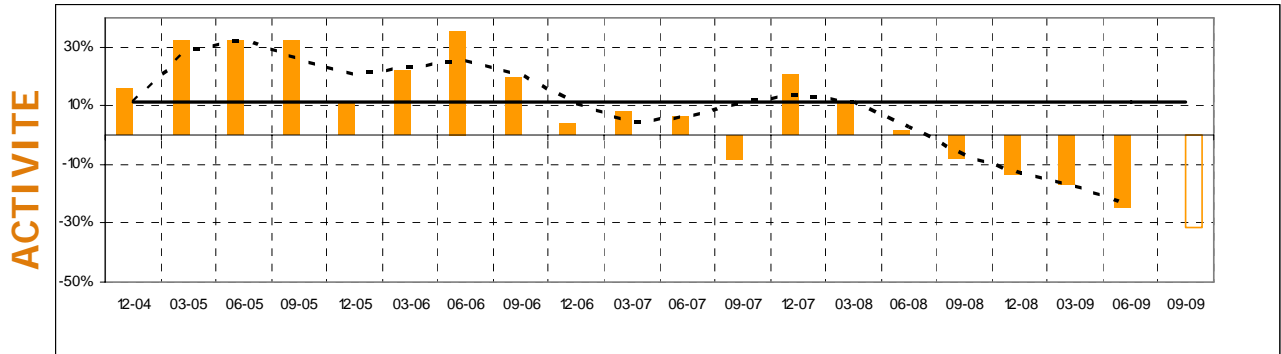
Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

**Dernières données chiffrées**

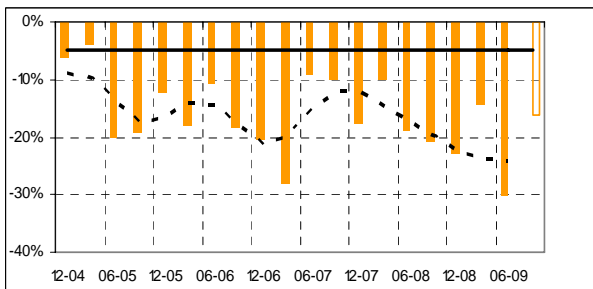
Source : Trésorerie Générale (en milliers d'€)	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
Taxe sur la Valeur Ajoutée	103 323	111 805	122 659	122 416	124 406	130 613	106 222	109 952	216 174	-10,2%	-8,8%
Octroi de mer	60 659	64 772	69 325	72 616	74 774	80 719	59 802	54 477	114 279	-25,0%	-18,3%
Octroi de mer régional	14 433	15 428	16 509	17 481	18 005	18 848	13 950	13 816	27 766	-21,0%	-18,1%

# Services marchands

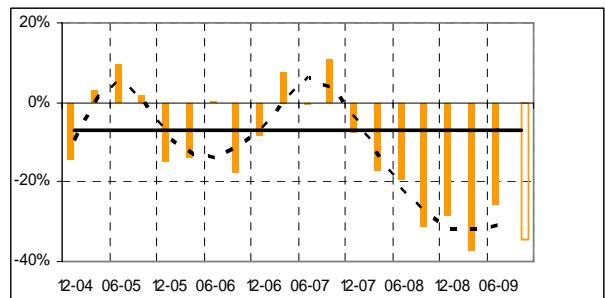
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 50 entreprises du secteur des services marchands (Transports, Hôtellerie-tourisme et Services aux entreprises : Télécommunications, Ingénierie informatique, Activités comptables, juridiques et de conseil de gestion, Activités d'architecture et d'ingénierie, Publicité, Activités de contrôle et analyses techniques, Enquêtes et sécurité, Activités de nettoyage, Entretien et réparation de véhicules automobiles et Sélection et fourniture de personnel) employant 3 339 salariés.  
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



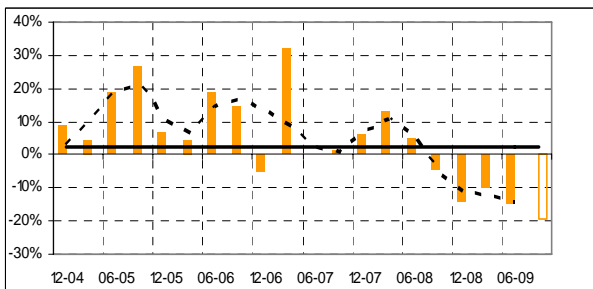
**CHARGES**



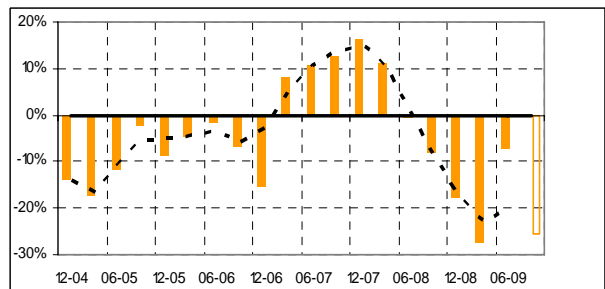
**TRESORERIE**



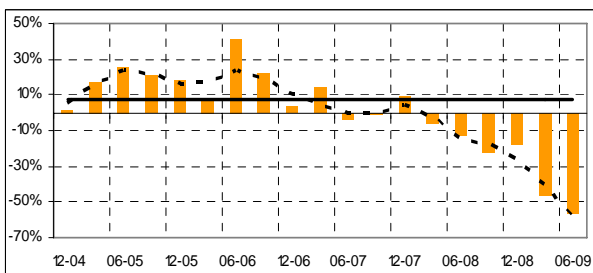
**EFFECTIFS**



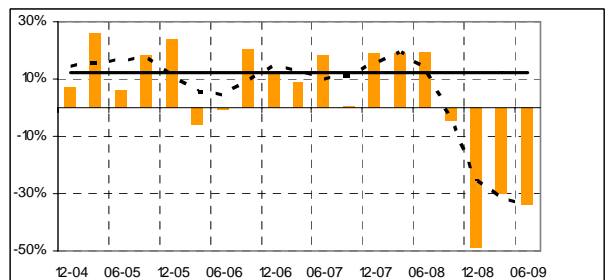
**PRIX DE VENTE**



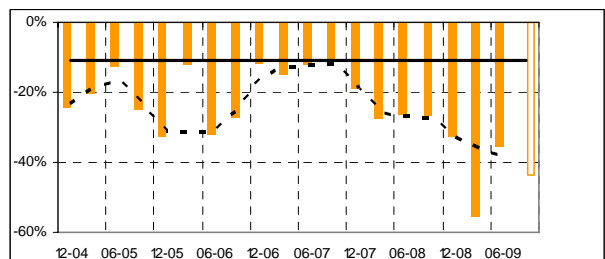
**NIVEAU DU CARNET DE COMMANDES**



**PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS**



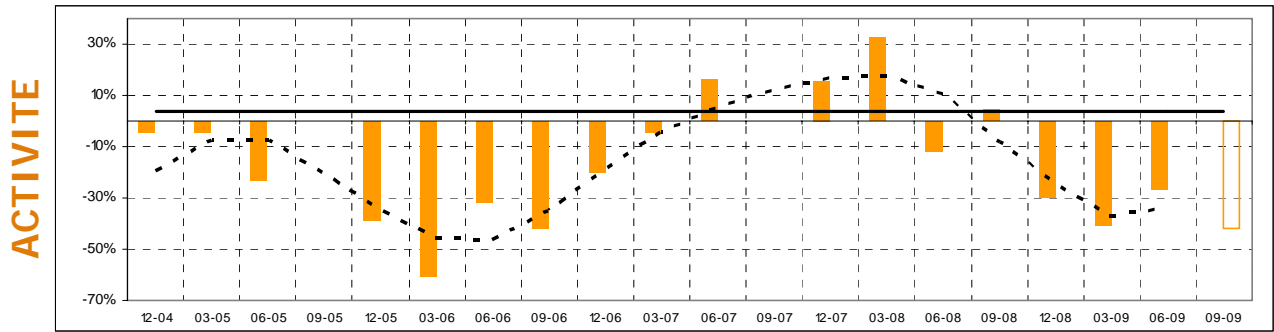
**DELAIS DE PAIEMENT**



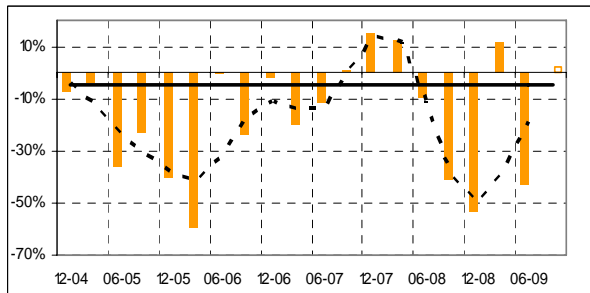
■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendance de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

# Hôtellerie - tourisme

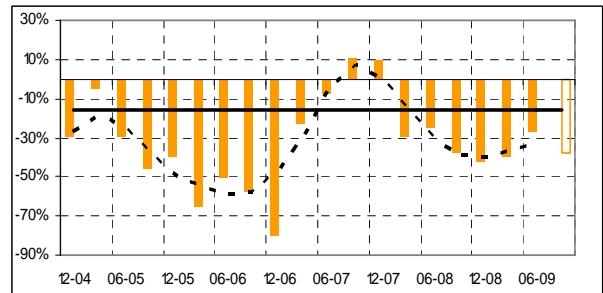
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme employant 1 103 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



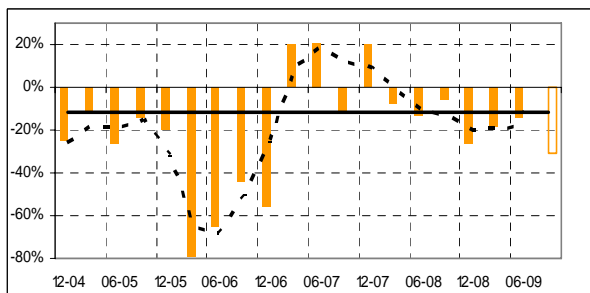
CHARGES



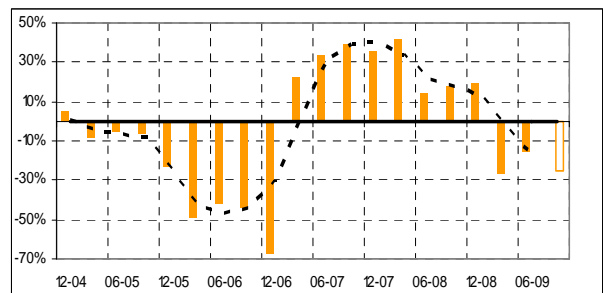
TRESORERIE



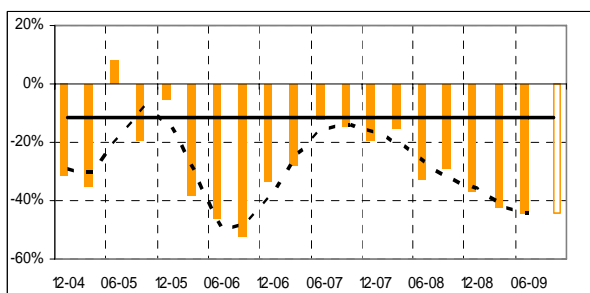
EFFECTIFS



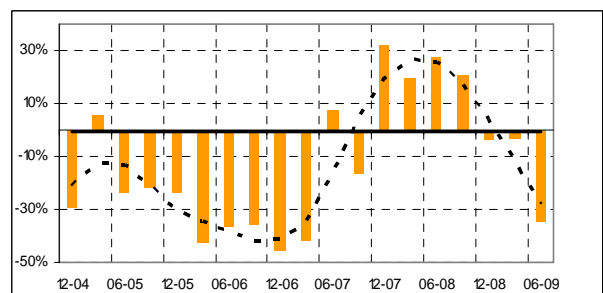
PRIX DE VENTE



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

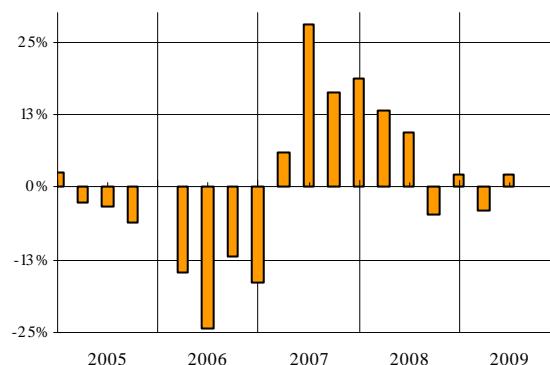
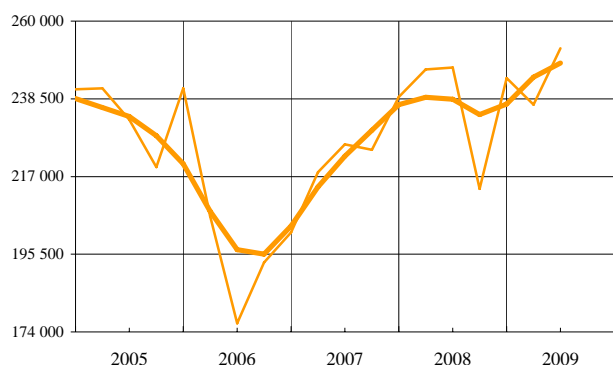


Indicateur passé 
  Indicateur prévu 
  Tendence de l'indicateur 
  Moyenne longue période de l'indicateur

Trafic aérien – Nombre de passagers enregistrés sur l'axe métropole-Réunion

(trafic arrivées et départs)

Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



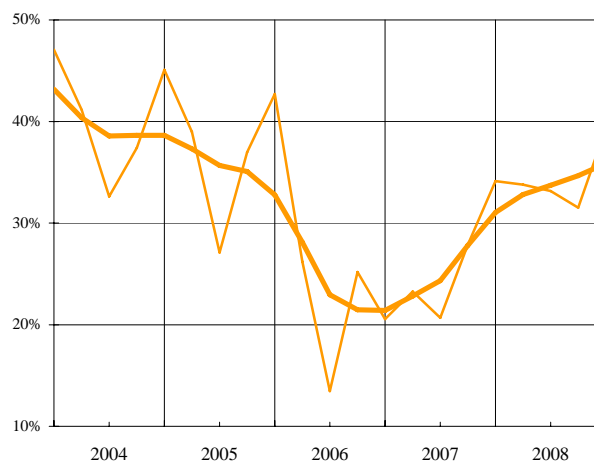
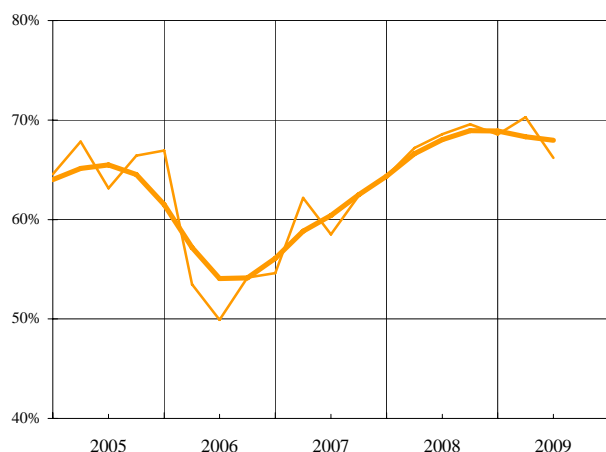
Source : CCIR (données trimestrielles - CVS)

Fréquentation hôtelière

(taux d'occupation des hôtels adhérents à l'Union des Hôtels de la Réunion)

Fréquentation des gîtes ruraux

(taux d'occupation en %)



Source : Union des Hôtels de la Réunion (données trimestrielles - CVS)

Source : Maison de la Montagne (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

Source : Aéroports de Pierrefonds et de Gillot	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/2T08	Σ09/Σ08
Nombre total de passagers	273 148	342 323	369 699	458 313	453 125	415 546	390 519	806 065	5,6%	0,5%
Nombre de passagers sur l'axe métropole	156 096	199 845	218 670	249 081	253 452	215 905	223 370	439 275	2,1%	-0,9%
Mouvements de vols	2 892	2 961	3 079	3 814	3 963	3 858	3 573	7 431	16,0%	11,4%

Taux d'occupation à fin	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/mars09	juin09/juin08
Fréquentation hôtelière	59,0%	46,6%	54,7%	64,1%	63,3%	79,5%	69,9%	61,9%	- 8,1 pts	- 2,2 pts

Taux d'occupation à fin	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	déc08/sept08	déc08/déc07
Des gîtes ruraux	58,1%	55,0%	26,5%	44,0%	32,0%	22,3%	34,3%	51,7%	+ 17,4 pts	+ 7,7 pts
Des gîtes de montagne	46,0%	50,3%	31,0%	44,7%	17,0%	30,0%	42,0%	50,7%	+ 8,7 pts	+ 6 pts

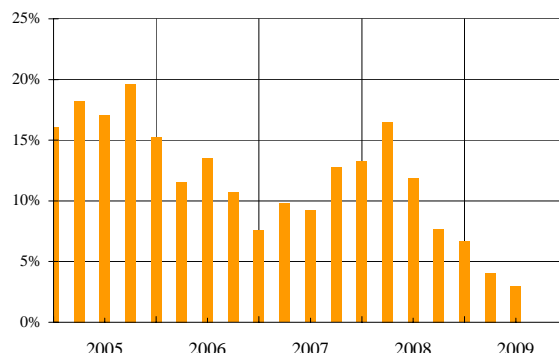
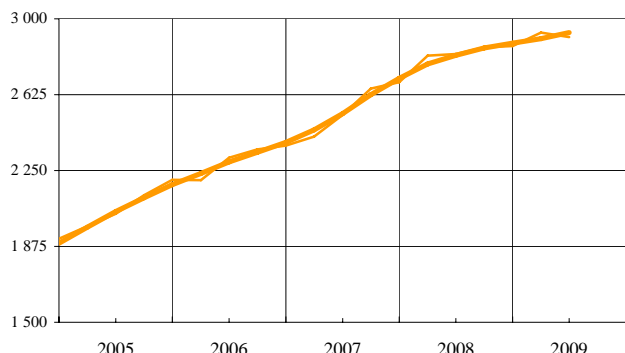
---

## *Les entreprises*

---

## L'investissement des entreprises

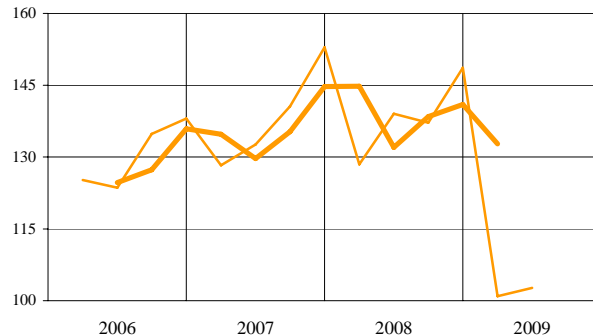
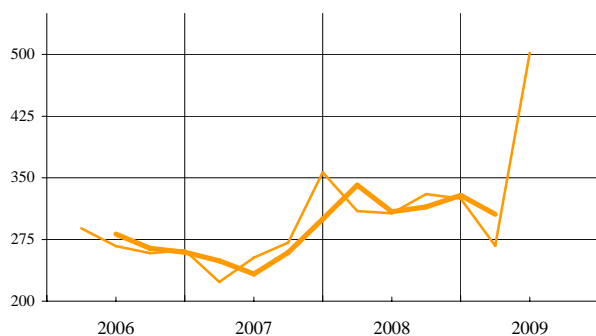
### Encours bancaires des crédits d'investissement (en millions d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel (CVS)



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

### Les biens d'équipement professionnels

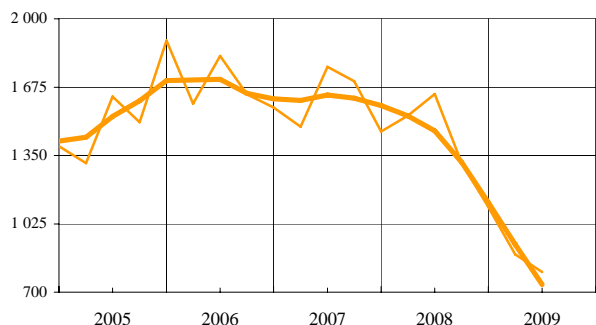
#### Importations de biens d'équipement mécanique, électriques et électroniques (en millions d'euros) Importations de biens intermédiaires (en millions d'euros)



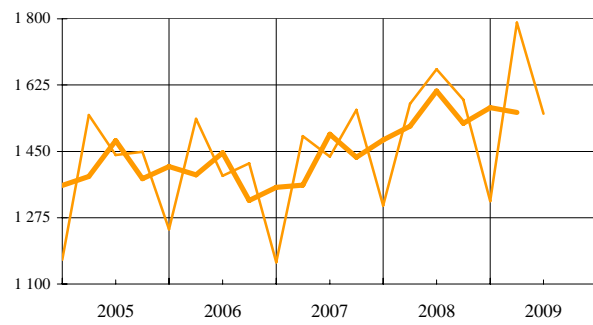
Source : Douanes (données trimestrielles)

Source : Douanes (données trimestrielles)

#### Investissements spécifiques Ventes de véhicules utilitaires Les créations d'entreprises Créations d'entreprises hors secteur primaire



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)



Source : INSEE (données trimestrielles)

# Les entreprises

## Dernières données chiffrées

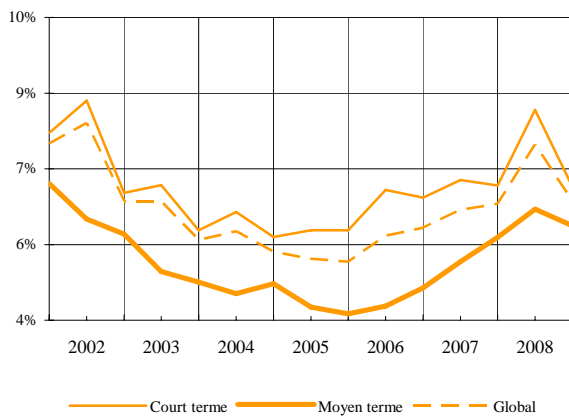
	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
<b>Importations de biens (Source : Douanes)</b>										
d'équipement millions d'€	267	253	307	330	325	268	502	770	63,7%	24,9%
et intermédiaires millions d'€	124	133	139	137	149	101	103	204	-26,1%	-23,9%
<b>Créations d'entreprises (Source : Insee-nombre)</b>										
	1 385	1 436	1 667	1 586	1 319	1 790	1 549	3 339	-7,1%	3,0%
<b>Ventes de véhicules utilitaires (Source : Sorefi-nombre)</b>										
	1 758	1 709	1 584	1 281	1 127	916	767	1 683	-51,6%	-47,2%

à fin (millions d'€)	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/ mars09	juin09/ juin08
<b>Encours bancaires des crédits</b>										
d'investissement Source Iedom	2 014	2 287	2 497	2 794	2 838	2 922	2 928	2 877	-1,7%	3,0%

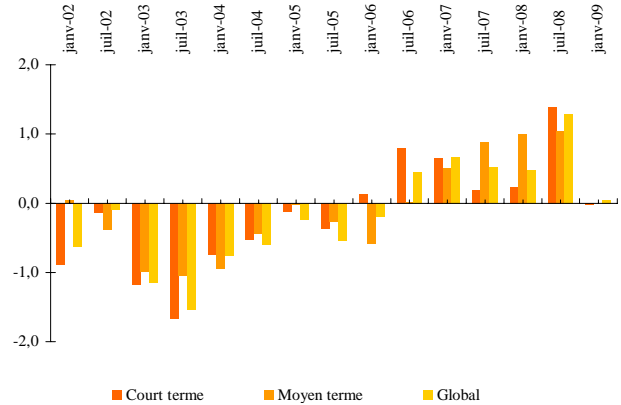
## La vulnérabilité des entreprises

### Les modalités de financement des entreprises

Taux moyen des crédits à court terme et à moyen terme (en %)



Variations semestrielles en glissement annuel (en points)



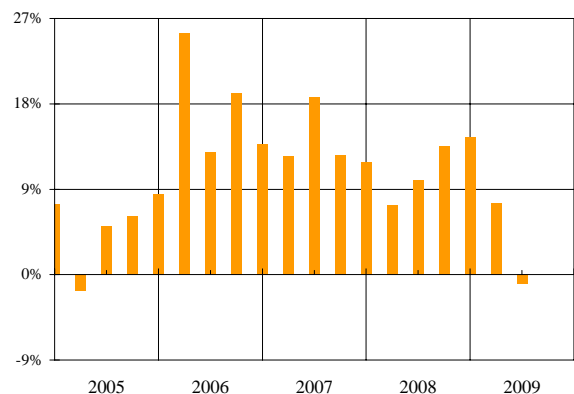
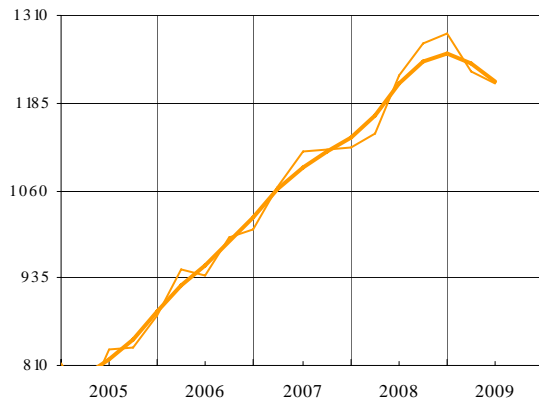
Source : IEDOM (enquête semestrielle)

### Evolution des crédits de trésorerie

#### Encours bancaires des crédits d'exploitation

(en millions d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel



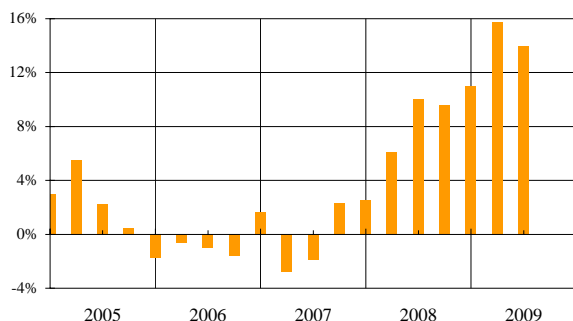
Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

# Les entreprises

## Les indicateurs de vulnérabilité

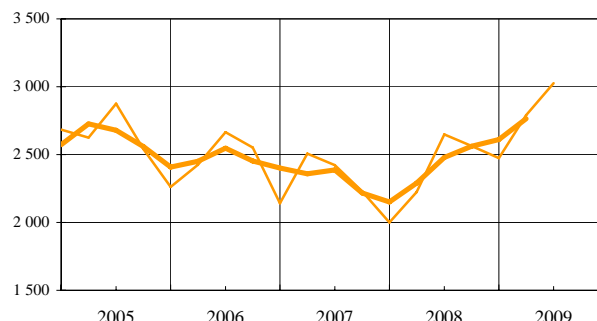
### Personnes morales interdites bancaires

Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

### Impayés sur effets



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Source : Iedom	à fin	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/ mars09	juin09/ juin08
Personnes morales interdites bancaires (nombre)		2 259	2 237	2 195	2 416	2 442	2 517	2 686	2 753	2,5%	13,9%

Source : Iedom	à fin	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/ mars09	juin09/ juin08
Encours bancaires des crédits d'exploitation (millions d'€)		817	923	1 095	1 204	1 267	1 331	1 211	1 192	-1,5%	-1,0%

	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
Impayés sur effets en montant (millions d'€)	12 344	12 002	15 750	17 475	18 339	21 395	15 130	36 525	-3,9%	31,4%
(Source : Iedom)										
Impayés sur effets en nombre	2 664	2 423	2 648	2 564	2 475	2 791	3 026	5 817	14,3%	19,4%
(Source : Iedom)										

Source : Iedom	à fin	janv-04	janv-05	janv-06	janv-07	juil-07	janv-08	juil-08	janv-09	janv09/ juil08	janv09/ janv08
Enquête sur le coût du crédit aux entreprises											
Taux moyen pondéré court terme : Escompte		5,78%	5,65%	5,78%	6,43%	6,78%	6,67%	8,17%	6,64%	-1,53	-0,03
Découvert		6,22%	5,52%	6,06%	7,67%	6,72%	6,96%	9,55%	7,22%	-2,33	0,26
Autres CT		4,23%	5,49%	5,64%	5,35%	6,36%	6,33%	6,67%	5,66%	-1,01	-0,67
Moyen et long terme		4,75%	4,72%	4,13%	4,64%	5,16%	5,64%	6,20%	5,87%	-0,33	0,23
Taux moyen pondéré global		5,59%	5,36%	5,16%	5,83%	6,19%	6,31%	7,48%	6,36%	-1,12	0,05



---

## *Les ménages*

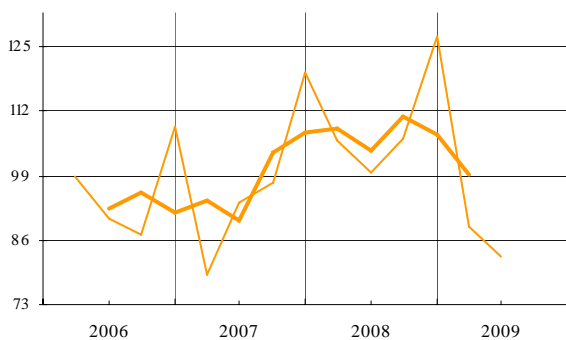
---

# Les ménages

## L'investissement des ménages

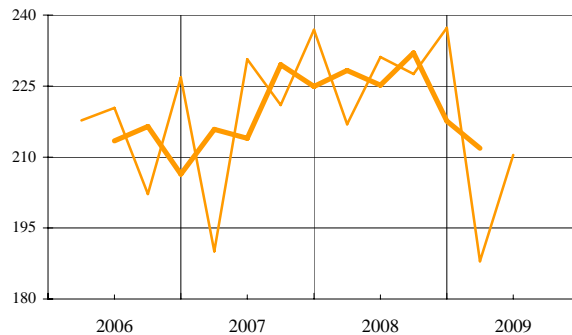
### Les importations de biens destinés aux ménages

**Importations de biens d'équipement du foyer**  
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

**Importations d'articles d'habillement, de produits d'édition, pharmaceutiques et d'hygiène**  
(en millions d'euros)



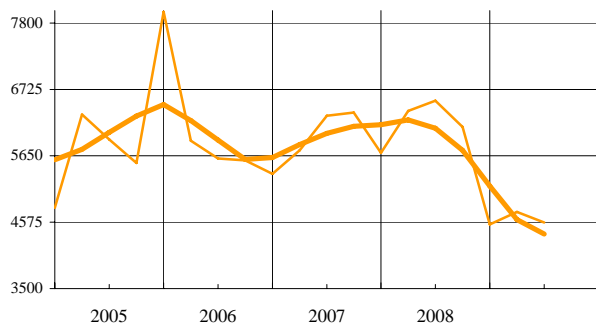
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

### Les ventes de voitures

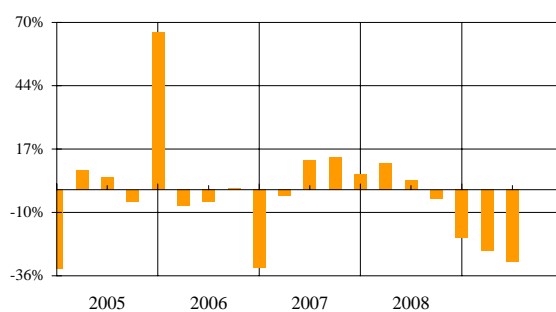
#### Ventes de véhicules de tourisme neufs

(en nombre)

Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

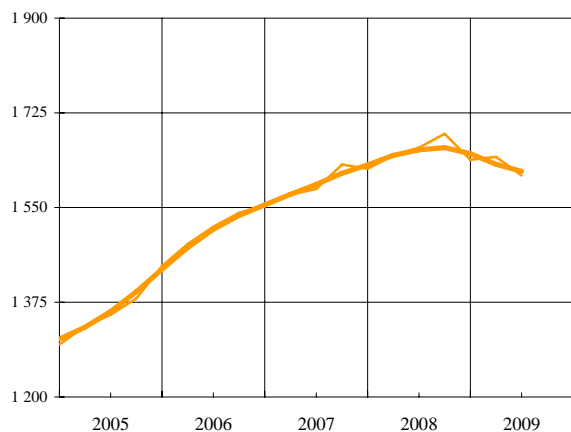


### Le financement des ménages

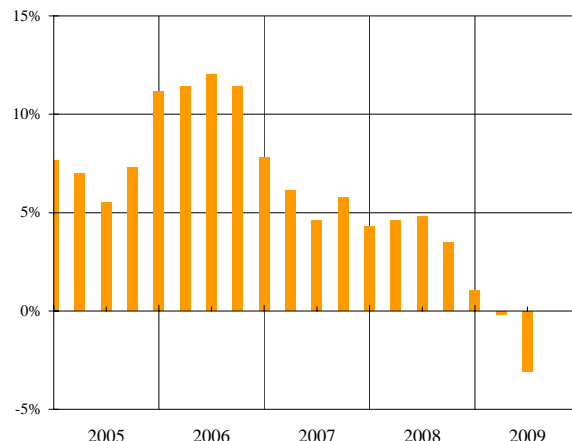
#### Encours bancaires des crédits à la consommation

(en millions d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS) donnée provisoire pour le quatrième trimestre 2008

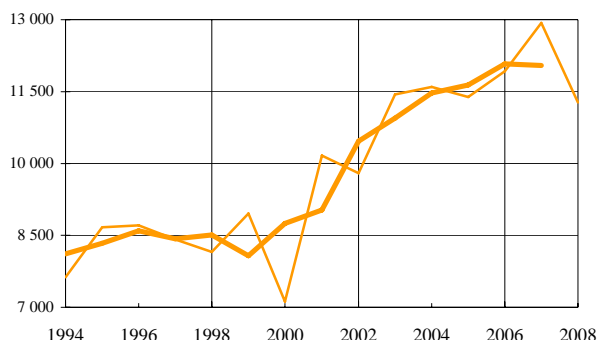


Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS) donnée provisoire pour le quatrième trimestre 2008

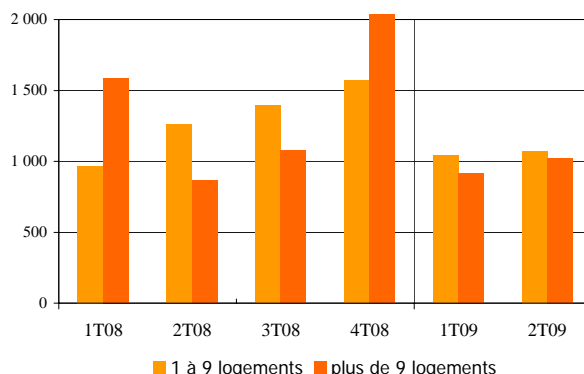
# Les ménages

## Les indicateurs de construction

**Attestations de conformité**  
(logements neufs)



**Attestations de conformité**  
(logements neufs)

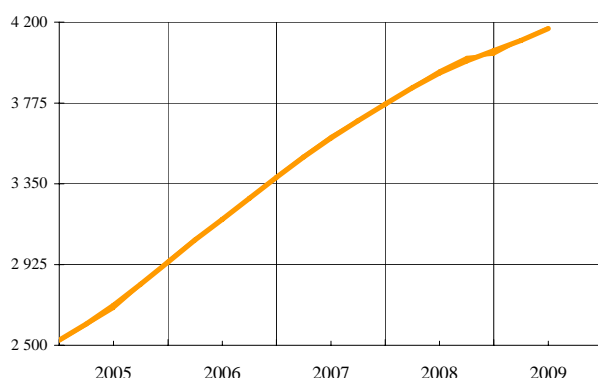


Source : Consuel (données annuelles)

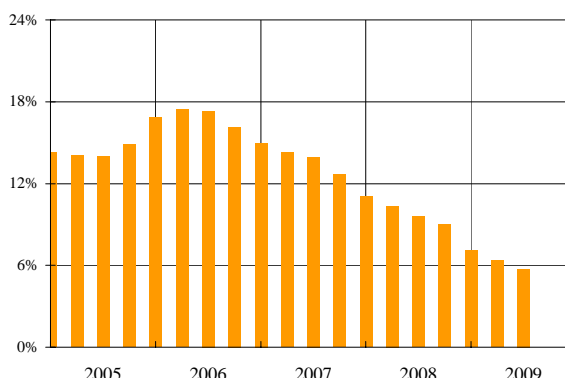
## Le financement des ménages

**Encours bancaires des crédits à l'habitat**

(en millions d'euros)



Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

	2T 2006	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
Importations de biens d'équipement (Source : Douanes-millions d'€)	90	100	107	127	89	83	171	-17,1%	-16,8%
Importations de produits courants (Source : Douanes-millions d'€)	220	231	228	237	188	210	398	-9,0%	-11,1%
Ventes de véhicules de tourisme neufs (Source : Sorefi-nombre)	5 414	6 313	6 078	4 994	4 460	4 410	8 870	-30,1%	-28,0%
Attestations de conformité (Source : Consuel-nombre)									
1 à 9 logements	1 841	1 260	1 393	1 570	1 041	1 072	2 113	-14,9%	-5,1%
+ de 9 logements	683	867	1 076	2 555	917	1 022	1 939	17,9%	-20,8%

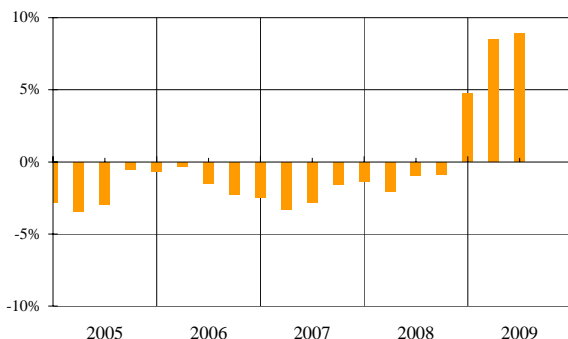
Source : Iedom	à fin	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/ mar09	juin09/ juin08
Encours bancaires des crédits à la consommation (millions d'€)		1 349	1 511	1 581	1 657	1 679	1 659	1 633	1 605	-1,7%	-3,1%
Encours bancaires des crédits à l'habitat (millions d'€)		2670	3133	3571	3914	3995	4093	4098	4139	1,0%	5,7%

# La vulnérabilité des ménages

## Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation de moyens de paiement

### Personnes physiques interdites bancaires

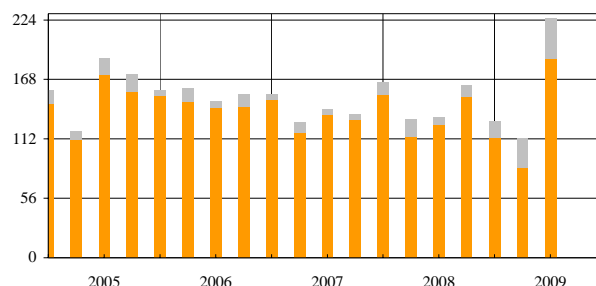
Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles)

### Dossiers de surendettement déclarés recevables

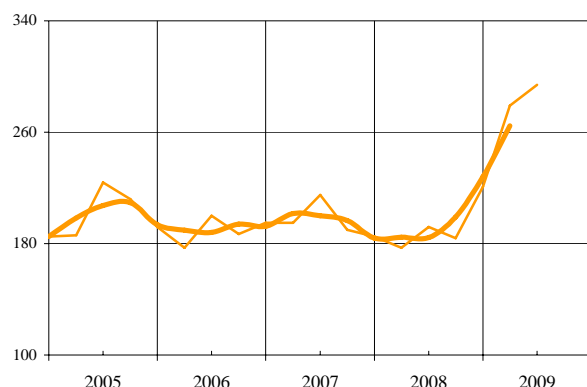
dossiers 'classiques' Procédure de rétablissement personnel



\*Données du second trimestre 2009 arrêtées au 16 juillet 2009

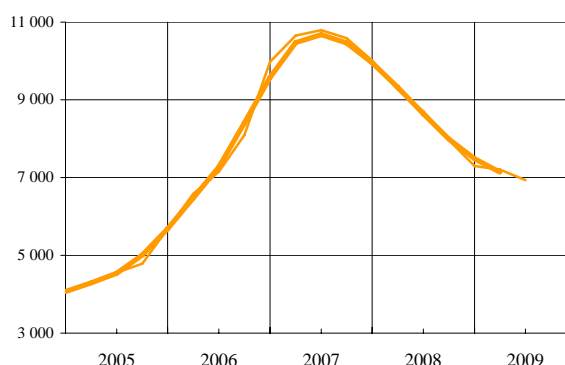
Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

### Dossiers déposés à la Commission de surendettement



Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

### Retraits de cartes bancaires (Nombre)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

SURENDETTEMENT	1T 2006	1T 2007	1T 2008	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/2T08	Σ09/Σ08
Dossiers déposés	177	195	177	192	184	221	279	294	573	53,1%	55,3%
Dossiers déclarés recevables *	160	128	131	132	163	128	113	226	339	71,2%	28,9%
dont :											
Dossiers classiques*	147	118	114	125	152	113	85	188	273	50,4%	14,2%
Dossiers en Procédure de Rétablissement Personnels *	13	10	17	7	11	15	28	38	66	442,9%	175,0%

\* données arrêtées au 16 juillet 2009 pour le second trimestre 2009  
(Source : Iedom-nombre)

Source : Iedom à fin	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/ mar09	juin09/ juin08
Personnes physiques interdites bancaires	21 519	21 198	20 591	20 396	20 334	21 342	22 039	22 208	0,8%	8,9%
Stock Incidents de paiement Chèques	171 574	176 717	174 013	177 062	177 799	183 195	185 343	187 270	1,0%	5,8%
Nombre de comptes	27 470	29 643	32 113	30 154	29 370	29 544	30 225	30 167	-0,2%	0,0%
Retrait cartes bancaires	4 557	7 152	10 792	8 700	7 962	7 293	7 203	6 935	-3,7%	-20,3%



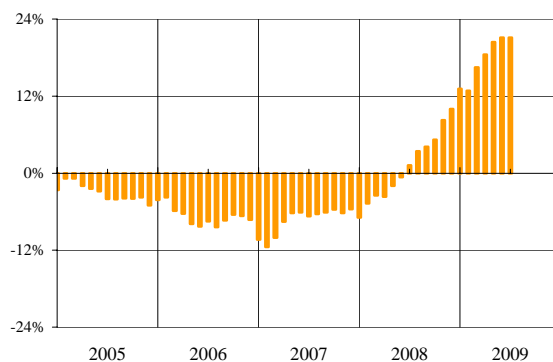
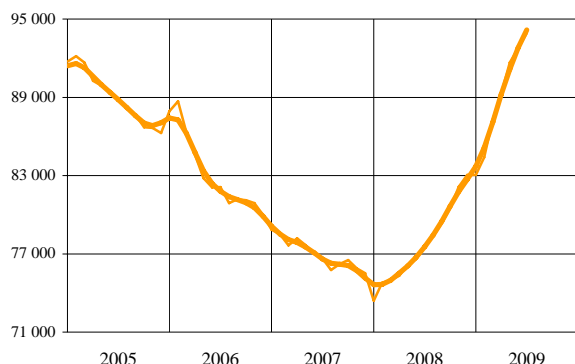
# Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels

## Emplois

### Demandeurs d'emploi en fin de mois

(catégorie A hors activité réduite)

Variations mensuelles en glissement annuel

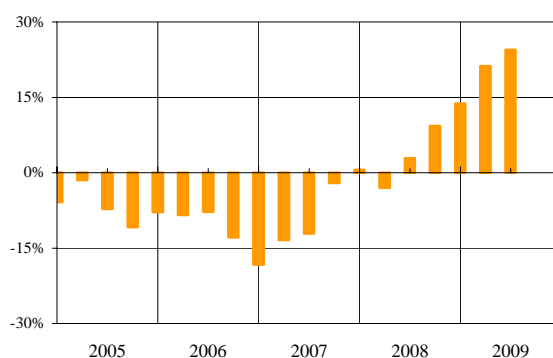
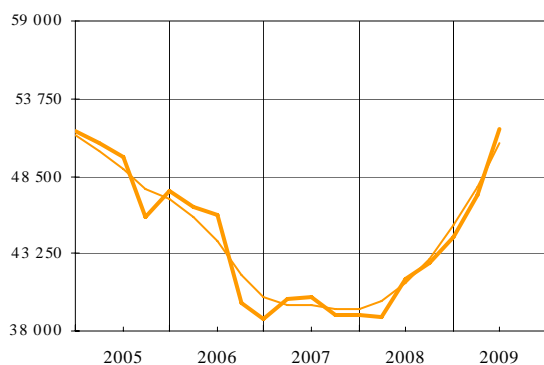


Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

### Nombre d'allocataires de l'Assedic

Allocataires enregistrés en fin de mois

Variations mensuelles en glissement annuel



Source : ASSEDIC (données trimestrielles - CVS)

## Le revenu minimum d'insertion

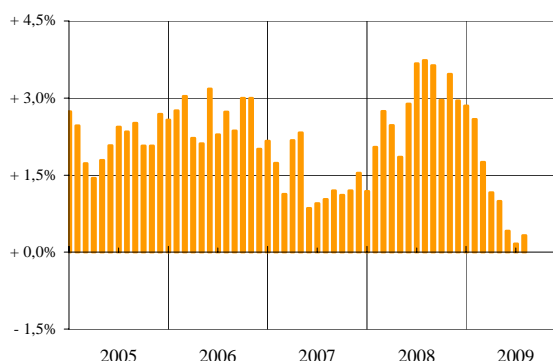
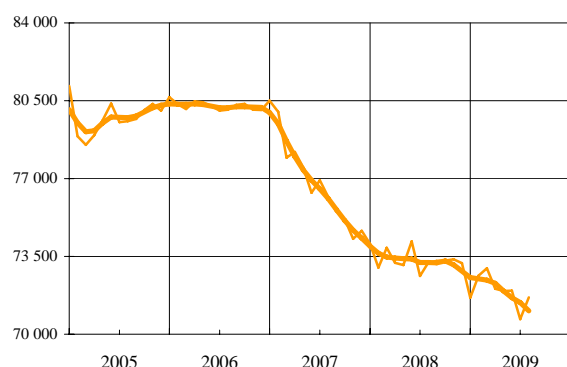
## Les prix

### Nombre d'allocataires du RMI

Données mensuelles

### Indice des prix à la consommation

Variations mensuelles en glissement annuel



Données recalculées pour les mois d'avril et mai 2009 suite à la grève ayant affecté la CAF

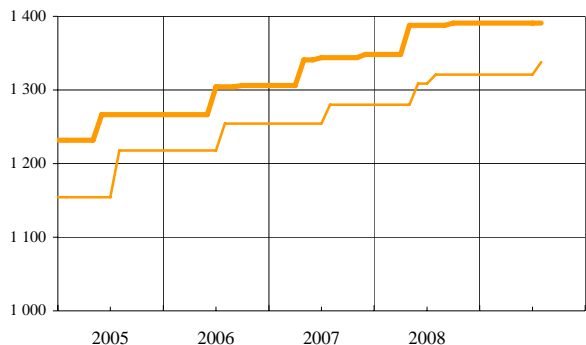
Source : CAF (données mensuelles - CVS)

Source : INSEE (données mensuelles)

## Sélection d'indicateurs économiques

### Les salaires

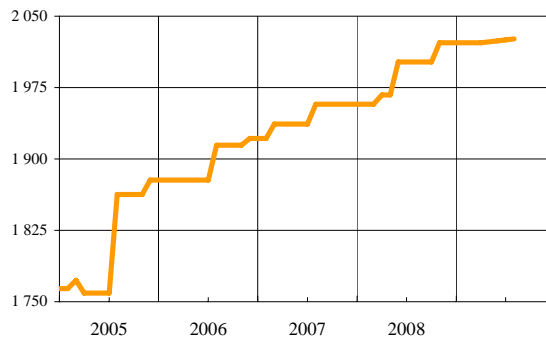
**Smic et salaires du BTP<sup>1</sup>**  
(en euros)



— Salaires du BTP (ouvrier d'exécution 1er échelon) — Smic

Source : INSEE - FRBTP (données mensuelles)

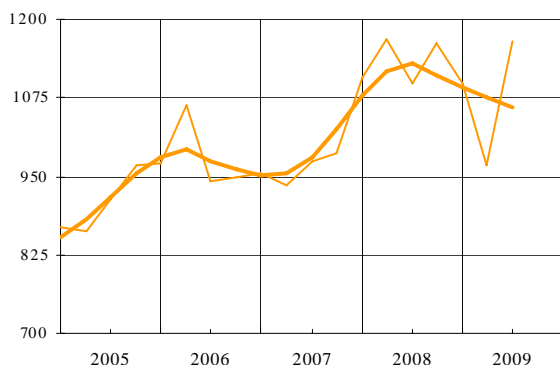
**Traitements mensuels bruts du minimum de la fonction publique<sup>2</sup>** - (en euros)



Source : Trésorerie générale (données mensuelles)

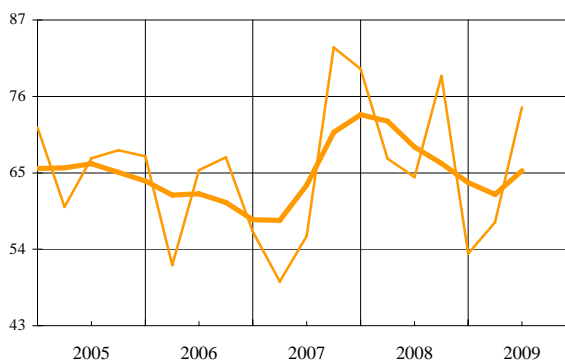
### Le commerce extérieur

**Importations**  
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

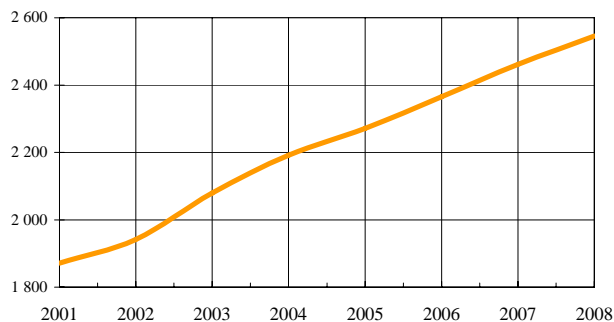
**Exportations**  
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

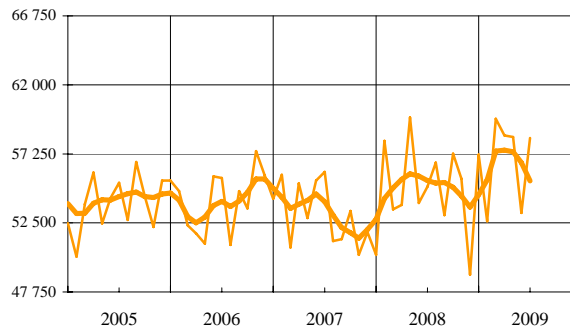
### L'énergie

**Production électrique**  
(en millions de kWh)



Source : EDF (données annuelles)

**Produits pétroliers mis à la consommation**  
(en tonnes métriques)



Source : SRPP (données mensuelles - CVS)

<sup>1</sup> Base de 151,67heures travaillées par mois  
<sup>2</sup> Indice minimum au 1/07/08 = 290

## Sélection d'indicateurs économiques

**Remarque préliminaire :** la légende des tableaux se lit comme suit,  
 Juin09/juin08 représente la variation de l'indicateur entre le mois de juin 2009 et le mois de juin 2008.  
 2T09/2T08 représente la variation de l'indicateur du 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2008.  
 Σ09/Σ08 représente la variation de l'indicateur cumulé sur l'année 2009 par rapport à celle de l'année 2008.

### Repères structurels

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Mayotte	Saint-Martin	Saint-Barth.	St-Pierre Miqu.	Métropole
<b>Population (en milliers)</b> Source : INSEE Estimation 1 <sup>er</sup> janvier 2007 et Recensement INSEE 2007	451	209	401	793	186	29 (1)	7 (1)	6	63 185
<b>Proportion population – 20 ans</b> Source : INSEE Estimation 1 <sup>er</sup> janvier 2006 et Recensement INSEE 2006	31,6 %	45,2 %	29,3 %	35,4 %	53,0 % (2)	35,9 % (1)	21,5 % (1)	25,0 %	25,1 %
<b>Population active (en milliers)</b> Source : enquête emploi INSEE 2007	167	62	163	313	45 (3)	14 (1)	4 (1)	3 (4)	27 450
<b>Taux de chômage</b> Source : INSEE enquête emploi 2007	22,7 %	20,6 %	21,2 %	24,2 %	25,6 % (3)	26,5 % (1)	4,3 % (1)	10 % (4)	8,1 %
Superficie (en km <sup>2</sup> ) Source : INSEE	1 702	84 000	1 100	2 520	374	90	21	242	544 000
<b>PIB régional par habitant</b> Source : INSEE 2007	16 584 €	13 800	19 050	16 224	3 960 (5)	14 500 (5)	26 000 (5)	26 073 (5)	28 228 (France)

(1) Source : INSEE recensement 1999

(2) Source : INSEE Mayotte Recensement 2002

(3) Source : DTEFP, estimation au 1<sup>er</sup> janvier 2006

(4) Source : INSEE recensement 2006 (pour le taux de chômage : part des chômeurs déclarés dans la population active)

(5) Source : CEROM (Mayotte : 2001 / Saint-Martin et Saint-Barthélemy : 1999 / SPM : 2004)

### Indicateurs d'emplois et de revenus

Source : DTEFP à fin	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/ mars09	juin09/ juin08
Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés en catégorie A	87 869	81 285	75 848	76 759	81 248	81 608	89 856	92 980	3,5%	21,1%

OFFRES D'EMPLOI (Source : DTEFP)	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
Offres d'emplois enregistrées au cours du trimestre en catégorie 1	10 934	9 551	10 863	10 687	11 299	12 049	9 483	10 227	19 710	-4,3%	-4,8%

TRANSFERTS SOCIAUX	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/ mars09	juin09/ juin08
Nombre total d'allocataires du RMI + RSO Source : CAF	74 073	74 145	70 537	66 017	66 423	63 902	64 873	63 964	-1,4%	-3,1%
Nombre de chômeurs indemnisés	48 800	44 996	39 554	40 698	42 499	44 100	48 679	50 643	4,0%	24,4%

SALAIRES	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/ mars09	juin09/ juin08
Montant brut horaire du SMIC (Source: JORF)	7,61	8,03	8,27	8,63	8,71	8,71	8,71	8,71	0,0%	0,9%
Minimum mensuel net garanti dans la fonction publique (indice majoré 280) Source : Trésorerie Générale	1527,0	1617,5	1 668,4	1 724,7	1 724,7	1 741,8	1 744,8	1 747,8	0,2%	1,3%



## Sélection d'indicateurs économiques

PRIX (Source : Insee)	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin09/ mars09	juin09/ juin08
Indice mensuel des prix à la consommation Base 100 : Année 1998	113,5	116,1	117,2	121,5	121,7	122,7	121,8	121,7	-0,1%	0,2%

ECHANGES (millions d'€)	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
Source : Douanes											
Importations	916	945	977	1 102	1 152	1 175	902	1 171	2 073	6,3%	-5,4%
Exportations	57	55	47	54	72	66	59	63	122	15,6%	-0,7%
Taux de couverture	6,2%	5,8%	4,8%	4,9%	6,2%	5,6%	6,5%	5,4%	5,9%	+ 0,4 pt	+ 0,4 pt

CONSOMMATION ENERGETIQUE	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
Source : EDF en millions KWH										
Energie livrée au réseau	566 238	597 589	611 532	623 170	667 020	673 444	628 942	1 302 386	2,8%	3,7%
Consommation d'énergie en basse tension	334 954	353 574	360 369	355 974	373 988	397 441	385 821	783 262	7,1%	5,8%
Consommation d'énergie en moyenne et haute tension	181 633	190 161	191 505	214 882	235 251	211 061	197 711	408 772	3,2%	2,9%

HYDROCARBURES (en tonnes métriques)	2T 2005	2T 2006	2T 2007	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	Cumul 2009	2T09/ 2T08	Σ09/ Σ08
Source : SRPP											
Consommation	156 566	156 955	158 806	163 160	171 172	169 807	163 592	164 371	327 963	0,7%	2,0%

## Liste des publications

### A. Publications périodiques

Prix €

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	
envoi par internet	Gratuit
envoi papier	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture	
fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel	
fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

### B. Les études sectorielles

Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 (Industrie – BTP – Commerce)	8,00
--	------

### C. Les notes expresses

N° 49 – Le tourisme à la Réunion 01/2008	Gratuit
N° 48 – Le développement urbain et interurbain en Martinique 12/2007	
N° 47 – Les coopératives agricoles de Guyane 11/2007	
N° 46 – Deauville à la Martinique : impact sur le tissu économique 11/2007	
N° 45 – Le transport de marchandises en Guyane 10/2007	
N° 44 – Les transports à Mayotte 10/2007	
N° 43 – Le commerce extérieur à Mayotte de 2002 à 2006 09/2007	
N° 42 – La filière rizicole en Guyane 09/2007	
N° 41 – la filière banane à la Martinique : état des lieux et perspectives 07/2007	
N° 40 – les défaillances d'entreprises à la Martinique entre 2004 et 2006 07/2007	
N° 39 – le financement bancaire du commerce à la Guadeloupe – 12/2006	
N° 38 – le secteur aurifère en Guyane – 12/2006	
N° 37 – l'énergie électrique à la Guadeloupe – 09/2006	
N° 36 - les valeurs mobilières détenues à la Réunion – 08/2006	
N° 35 - Le secteur du Bâtiment et des travaux publics en Martinique – 07/2006	
N° 34 - Impact économique de l'épidémie de Chikungunya à la Réunion mesuré fin mars 2006	

### D. Les Notes de l'Institut d'émission

Parution	Intitulé	
12/2007	Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ?	8,00
12/2007	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006	
12/2007	Le secteur des transports dans les DCOM	
12/2007	Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional	
10/2007	La formation du produit net bancaire dans les DOM	
07/2007	Enquête typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM	
01/2007	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM	
12/2006	L'énergie électrique dans les DCOM	
11/2006	L'énergie en Guyane	
07/2006	La grande distribution en Martinique	
05/2006	Les relations entre la Guyane et ses pays frontaliers	
12/2005	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2004	
12/2005	La filière banane à la Martinique	
	La distribution automobile à la Réunion	

**Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@iedom-reunion.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.**

## L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
  - mise en circulation et gestion des billets de banque,
  - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
  - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
  - mobilisation des créances privées non négociables,
  - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
  - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
  - gestion des comptes du Trésor public,
  - surendettement et information du public
  - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
  - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
  - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
  - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**4, RUE DE LA COMPAGNIE**  
**- 97400 SAINT-DENIS**  
**REUNION**  
[agence@iedom-reunion.fr](mailto:agence@iedom-reunion.fr)

**- Dépôt légal : n° 139 – 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 -**

Directeur de la publication : **Y. BARROUX**  
Responsable de la rédaction : **F. DALLIER**  
Editeur et imprimeur : **IEDOM**  
Achevé d'imprimer à Saint-Denis le 31 août 2009